

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- PLÉNIÈRE

SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION, 14E, 15E & 16E SÉANCES PLÉNIÈRES - MATIN, APRÈS-MIDI & SOIR

Assemblée générale: les dirigeants du Moyen-Orient confrontent leurs divergences de vues sur la géopolitique régionale

Pour le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, « Israël a un avenir brillant à l'ONU »

La situation au Moyen-Orient s'est taillée une place de choix au troisième jour du débat général de l'Assemblée générale. Se succédant à la tribune en l'espace de quelques heures, les dirigeants israélien, palestinien, libanais, iranien et iraquien ont ainsi présenté des visions contrastées de la géopolitique régionale, régulièrement débattue dans cette enceinte ou dans celle du Conseil de sécurité.

« Mesdames et Messieurs, déposez les armes, la guerre contre Israël aux Nations Unies est terminée! », a appelé, ce matin, le Premier Ministre d'Israël, M. Benjamin Netanyahu, qui s'est même dit convaincu que son pays a « devant lui un avenir brillant à l'ONU ». C'est une « affirmation surprenante » de la part de celui qui n'a eu de cesse, année après année, de dénoncer la « partialité » de l'Organisation « à l'encontre de l'État hébreu », a-t-il fait remarquer. C'est ici même, à l'Assemblée générale, que ce changement adviendra, a assuré le Chef du Gouvernement israélien, « et bien plus tôt que vous ne le pensez ». D'ores et déjà, a-t-il dit, de nombreux pays considèreraient Israël comme un partenaire « puissant » et sur le plan économique et dans la lutte antiterroriste, notamment du fait de l'efficacité de ses services de renseignement, sans compter l'attractivité que Tel Aviv exerce sur les investissements étrangers en matière de cybersécurité. Assurant que ce changement intervient aussi « dans le monde arabe », M. Netanyahu s'est enorgueilli de la « révolution » que connaîtraient les relations diplomatiques d'Israël, même si l'« alliance » d'Israël avec les États-Unis demeure la plus précieuse, allant jusqu'à qualifier ce pays partenaire de « nation la plus puissante et la plus généreuse qui soit ».

Le Président de l'État de Palestine, M. Mahmoud Abbas, a exprimé, aujourd'hui, des doutes sur la volonté politique d'Israël de faire la paix, en affirmant que « jamais » l'Autorité palestinienne n'accepterait l'occupation et qu'elle continuerait de plaider pour la mise aux voix d'une résolution du Conseil de sécurité sur les colonies de peuplement. « Il n'y a pas de conflit entre nous et la

religion et le peuple juifs. Notre conflit porte sur l'occupation de nos terres par les Israéliens. Nous respectons la religion juive et condamnons la catastrophe qui s'est abattue sur le peuple juif en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, que nous considérons comme l'un des crimes les plus haineux perpétrés contre l'humanité », a déclaré M. Abbas.

Le Premier Ministre israélien a toutefois reproché à son homologue palestinien de s'en être pris, aujourd'hui, à la Déclaration Balfour de 1917, par laquelle le Royaume-Uni se déclarait favorable à l'établissement en Palestine d'un foyer national juif. « Nous avons là quelqu'un de coincé dans le passé », a estimé M. Netanyahu, avant d'ajouter que la raison de cette attaque, « c'est parce que ce texte reconnaît le droit du peuple juif à sa propre terre ». Il a cependant déclaré qu'il était prêt à accueillir le Président de l'Autorité palestinienne à la Knesset et qu'en retour, il souhaitait s'adresser aux Palestiniens devant leur Parlement.

Pour M. Abbas en revanche, la réconciliation historique entre les deux peuples exige qu'Israël reconnaisse sa responsabilité dans la Nakba, qui désigne en arabe l'exode palestinien de 1948. « Cela permettrait de dresser des passerelles entre nous plutôt que des murs », a-t-il lancé aux États Membres, en plaidant pour la tenue, « d'ici à la fin de l'année », d'une conférence internationale pour la paix. Le Président de l'Autorité palestinienne a estimé qu'il n'y avait aucun moyen de défaire le terrorisme et l'extrémisme dans le monde « tant que la sécurité et la stabilité ne seront pas rétablies au Moyen-Orient et que l'occupation israélienne de la Palestine n'aura pas pris fin. Des propos auxquels le Président de la République islamique d'Iran, M. Hassan Rouhani, a fait écho en affirmant, pour sa part, que « nous ne pourrions pas combattre les réseaux terroristes et criminels sans véritables démocraties dans notre région et mettre en œuvre des approches participatives aux niveaux national et transnational ».

Tandis que le dirigeant iranien se félicitait de l'échec des pressions et menaces « illégales » brandies contre son peuple concernant le « caractère pacifique » de son programme nucléaire, attesté par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et le Conseil de sécurité, le Premier Ministre israélien désignait Téhéran comme la « plus grande menace à la paix mondiale ». M. Netanyahu a ainsi accusé l'Iran d'avoir procédé, cette année, à des tirs de missiles balistiques, au mépris du Plan d'action global commun (JCPOA), et de consolider son « réseau terroriste ». « Israël ne permettra pas au régime terroriste iranien de développer l'arme nucléaire, ni aujourd'hui, ni dans 10 ans, ni jamais », a-t-il prévenu sous une salve d'applaudissements.

De son côté, le Président du Conseil des ministres du Liban, M. Tammam Salam, a exhorté Israël à cesser ses violations de la souveraineté nationale du Liban et à coopérer avec la Force des Nations Unies dans son pays (FINUL) pour délimiter « ce qui reste de la Ligne bleue » et se retirer « d'Al Ghajar, des fermes de Chebaa et des collines de Kfarshuba ». Il a également lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle aide son pays, déjà accablé par la crise des réfugiés syriens, à élire un président de la République, après deux ans et demi de vacation à la magistrature suprême. À l'inverse, le Premier Ministre de l'Iraq, M. Haider Al Abadi, a déclaré que 2016 était pour son pays « l'année de la libération et de la victoire », marquée par la reconquête de Ninive, la dernière province restée « sous la férule de Daech ».

Plusieurs Chefs d'État africains ont pris la parole aujourd'hui, dont celui de la Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, qui s'est félicité des avancées réalisées par son pays. La Côte d'Ivoire s'apprête, dans la foulée de l'élection présidentielle de 2015, à élire un nouveau parlement et à se prononcer sur le projet d'une nouvelle constitution, a-t-il précisé.

Alors qu'en filigrane s'est posée aujourd'hui la question de l'efficacité de l'ONU dans les théâtres de conflits et de crises, le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. Bert Koenders, a tenu à rappeler que l'ONU reste la « meilleure organisation mondiale imparfaite ». Il a même invité les États Membres à « déclarer un moratoire » sur les nouvelles résolutions de l'Organisation, en attendant la mise en œuvre des engagements passés.

Suite du débat général

M. PAUL BIYA, Président du Cameroun, entrevoit, malgré tout, des lueurs d'espoir dans le contexte de turbulences actuelles, comme le document « le futur que nous voulons » adopté dans le cadre de Rio+20 ainsi que les 17 objectifs stratégiques du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ou encore l'Accord de Paris sur le climat. Pour M. Biya, l'originalité du Programme 2030 réside dans le fait qu'il transcende les indicateurs classiques de croissance économique et se préoccupe réellement de progrès humains, du patrimoine de l'humanité, du bien-être commun et de la sécurité de tous. L'ambition commune étant d'éradiquer la pauvreté, M. Biya a néanmoins rappelé que les programmes adoptés dans le passé n'ont souvent été que partiellement mis en œuvre et a appelé à « nous organiser aujourd'hui pour que les ODD connaissent un sort meilleur ». Pour lui, cela suppose des moyens de trois ordres: d'ordre politique, avec une volonté politique continue qui ne devra pas varier selon les circonstances; d'ordre financier avec des contributions effectives, sûres et suffisantes; et d'ordre moral par la réaffirmation de l'obligation de solidarité entre les peuples.

Ainsi, « nous permettrons aux ODD d'être des accélérateurs de l'avènement d'un monde de paix pour tous et partout, d'un monde de prospérité pour tous », a affirmé M. Biya pour lequel le temps est à l'engagement et à l'action. Parmi les obstacles à la réalisation de ces objectifs, M. Biya a cité les conflits et le terrorisme, un problème dont son pays « peut parler en connaissance de cause » puisqu'il mène depuis trois ans une guerre contre ce fléau. Cette menace à la paix et au développement appelle une réponse, une détermination et une action collectives. L'objectif 16 du programme de développement durable, qui met l'accent sur la promotion et l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous, devrait nous permettre de lutter efficacement contre Boko Haram, a-t-il assuré.

M. NICOS ANASTASIADIS, Président de Chypre, a rappelé que la situation à Chypre était « malheureusement la deuxième question internationale non résolue la plus ancienne à l'ordre du jour des Nations Unies ».

M. Anastasiadis a également rappelé qu'à la suite des « événements tragiques de 1974 », de « l'invasion de la Turquie », de « l'occupation militaire continue de plus d'un tiers du territoire du pays » et du « déplacement forcé » d'environ 40% de sa population, la partie chypriote grecque, « dans un esprit de compromis », avait accepté le principe d'une transition d'un État unitaire vers un État fédéral.

Depuis cette date, a indiqué le Président de Chypre, les dirigeants successifs des deux communautés ont pris part à de nombreux cycles de négociations, « infructueuses jusqu'à récemment ». Toutefois, depuis son élection en 2013, le Président de Chypre a assuré qu'un « nouvel effort » avait conduit à l'adoption, le 11 février 2014, d'une Déclaration commune par les deux communautés et à la reprise du processus de négociations. Cette Déclaration commune, a-t-il précisé, est basée sur la réaffirmation des principes du règlement sur la base d'une fédération bizonale et bicommunautaire et de l'égalité politique. Le texte, a-t-il ajouté, repose également sur le principe de la continuité de l'adhésion de Chypre à l'ONU et à l'Union européenne, ainsi que sur le respect de la démocratie et des droits de l'homme.

Sur cette base, le Président de Chypre a déclaré que, cette année, « des progrès avaient été réalisés concernant des volets importants », y compris le consensus selon lequel Chypre devrait avoir une personnalité juridique, une souveraineté et une citoyenneté unique; garantir la liberté de mouvement de tous les Chypriotes; et respecter le droit à la propriété.

En dépit de ces avancées, M. Anastasiadis a précisé que des divergences persistaient sur certaines questions ayant trait à la gouvernance, à l'Union européenne et à l'économie. Il a précisé que les divergences les plus significatives étaient liées aux questions concernant la propriété, le territoire, la sécurité et les garanties. « Mon objectif est d'éviter les erreurs du passé

et de présenter à la population un accord clair et bien préparé, sans ambiguïtés ou lacunes », a-t-il indiqué.

Le Président de Chypre a souligné qu'il était déterminé à redoubler d'efforts pour trouver une solution à la question chypriote « le plus vite possible, voire, si possible, d'ici à la fin de l'année », afin de créer les conditions d'un pays pacifique et prospère bénéficiant aussi bien aux Chypriotes grecs qu'aux Chypriotes turcs. Pour parvenir à un accord final, il a notamment insisté sur la nécessité de « débarrasser Chypre des troupes militaires de pays tiers », situation qu'il a qualifiée « d'anachronique dans le monde actuel ».

M. Anastasiades a déclaré que la résolution d'une question à l'ordre du jour de l'ONU depuis plusieurs décennies « apportera une lueur d'espoir à la communauté internationale » et « montrera que même les situations les plus prolongées peuvent être résolues pacifiquement, avec l'aide de l'ONU ».

M. ERNEST BAI KOROMA, Président de la Sierra Leone, a déclaré que son gouvernement, tirant les leçons de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), avait d'ores et déjà intégré les Objectifs de développement durable dans son programme national de développement, intitulé « Agenda de la prospérité », et qui est assorti d'un mécanisme de surveillance et d'évaluation. Il a toutefois plaidé pour une réforme des Nations Unies, afin de pallier les insuffisances de ses « compétences démocratiques » en matière de développement, de sécurité et d'autres défis qui se posent à l'Afrique, continent sous-représenté dans les organes décisionnaires de l'Organisation. Il a ainsi réaffirmé le soutien de son pays au consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte.

Réaffirmant ensuite l'attachement de la Sierra Leone au maintien de la paix, M. Koroma a rappelé qu'il s'était, en septembre 2015, engagé à ce que son pays fournisse deux unités de police formées de groupes d'intervention et de gardes de police dans le cadre de la Stratégie des Nations Unies pour l'aide à la Somalie. Le Président a précisé que le déploiement de ces forces était imminent. La Sierra Leone, qui assure la présidence du Groupe G7 des États fragiles (Groupe G7+), accorde aussi une attention particulière à l'objectif 16, « Paix, justice et institutions », a-t-il assuré. De plus, son gouvernement a adopté les lois et mesures pertinentes visant à assurer l'autonomisation des femmes, améliorer la situation des jeunes et garantir aux personnes handicapées qu'elles ne seront pas marginalisées. Soulignant à quel point l'épidémie d'Ebola avait mis en lumière le besoin crucial d'une architecture mondiale de santé plus robuste, M. Koroma a déclaré que son pays étudiait de près les 27 recommandations émises par le Groupe de haut niveau chargé d'évaluer la réponse mondiale aux crises sanitaires.

S'agissant des changements climatiques, le Président Koroma a rappelé que la Sierra Leone était le troisième plus vulnérable au monde à ce phénomène. C'est la raison pour laquelle son gouvernement, en coopération avec des partenaires de développement, met en œuvre des projets d'adaptation, d'atténuation, notamment des systèmes d'alerte précoce. Le Chef de l'État sierra-léonais a plaidé, avant de conclure, pour une réforme du Conseil de sécurité, notamment pour que l'Afrique puisse y occuper la place qu'elle mérite.

Pour Mme DALIA GRYBAUSKAITĖ, Présidente de la Lituanie, il ne fait pas de doute que les femmes devraient être pleinement associées aux efforts entrepris pour répondre aux problèmes les plus pressants du monde actuel, comme les changements climatiques et la lutte contre le terrorisme. Le succès de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 exige également d'accorder une attention particulière aux femmes « qui sont souvent les plus affectées mais aussi les plus ignorées et délaissées ». Pour illustrer son propos, elle a passé en revue un certain nombre d'objectifs de développement durable comme la lutte contre la pauvreté en rappelant que, selon un rapport d'ONU-Femmes, les femmes gagnent toujours en moyenne 24% de moins que les hommes et qu'il leur est plus difficile d'accéder aux

crédits pour monter un projet. De plus, il y a de fortes chances pour qu'elles reçoivent une part inférieure dans les héritages, et parfois rien lorsqu'elles quittent un mari violent.

La Présidente a ensuite fait remarquer que plus de la moitié du travail agricole dans le monde est accompli par des femmes, et lorsque la nourriture se fait rare, « les femmes sont les premières à en manquer », en partie parce qu'elles vont donner le peu qu'elles ont à leurs enfants. Elle a ainsi plaidé en faveur de l'autonomisation des femmes pour leur permettre de devenir propriétaires de terres agricoles et leur garantir un accès au crédit. L'éducation est un autre objectif de développement durable car, a-t-elle fait observer, les femmes et les filles restent à la traîne puisque sur les 750 millions d'analphabètes adultes dans le monde, plus des deux tiers sont des femmes. Les filles, souvent, ne peuvent accéder à l'éducation en raison de mariages précoces, et elles sont encore souvent victimes de criminels spécialisés dans la traite de femmes. Les extrémistes brûlent des écoles et tuent des enseignants sous prétexte qu'ils ne « veulent pas de filles éduquées capables de faire leurs propres choix ».

« Il faut que cela change! » a martelé la Présidente lituanienne, pour qui l'éducation est « une voie clef pour leur offrir de nombreuses opportunités ». Des femmes éduquées représentent une formidable ressource et un pouvoir pour le bien commun, a-t-elle soutenu. C'est pourquoi, il faut leur assurer l'accès à l'éducation et leur permettre de choisir leur profession. La Présidente de la Lituanie a ainsi appelé au courage et à la force des leaders de ce monde pour qu'ils s'engagent à encourager les femmes « à rêver grand » et à occuper la place qui leur revient dans les parlements, à la table de négociations, dans les laboratoires scientifiques et conseil d'administration. Ils doivent faire en sorte que rien ne s'oppose à une éducation de qualité pour les filles et combattre les stéréotypes de genre et les pratiques traditionnelles violentes en se dotant de lois qui donnent les mêmes droits aux femmes et aux fillettes. Pour Mme Grybauskaitė, « nous n'avons pas le luxe d'échouer dans ce défi » et pour le relever il faut que tout le monde soit impliqué. « Ce n'est que lorsque tous les membres de nos sociétés – hommes et femmes- seront pleinement représentés et engagés, qu'il sera possible d'assurer un avenir durable pour le monde », a-t-elle assuré avant de conclure.

M. SALVADOR SÁNCHEZ CERÉN, Président d'El Salvador, a rappelé que son pays avait été le premier au monde à signer le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il y a un an.

« Le Programme 2030 a été pour El Salvador un appui international à des processus déjà en cours de mise en œuvre dans le pays », a salué M. Sánchez Cerén, en précisant qu'El Salvador procédait actuellement à la création de sa propre agence nationale de développement durable. Pour faire en sorte que la mise en œuvre du Programme 2030 implique des acteurs diversifiés, le Président d'El Salvador a indiqué que son pays était également sur le point de créer un conseil national pour le développement durable, qui servira de mécanisme conjoint entre le gouvernement et la société civile pour coordonner les efforts nationaux visant à atteindre les objectifs de développement durable.

Sur le plan du développement économique, M. Sánchez Cerén s'est dit optimiste que son pays pourrait dépasser le taux de 2,3% de croissance économique annuelle qu'il s'était fixé en 2016.

M. Sánchez Cerén a également mentionné les efforts nationaux importants visant à réduire toutes les formes de violence dans le pays, en particulier les activités des groupes criminels, la traite des êtres humains et le trafic d'armes et de drogue, « qui ont tant affecté notre pays ». Il s'est dit conscient des raisons qui poussent les citoyens d'El Salvador à choisir la migration. Pour gérer ce phénomène, El Salvador déploie des efforts importants dans le cadre de la coopération régionale. M. Sánchez Cerén a aussi insisté sur la nécessité de respecter les droits de l'homme de ses citoyens migrants, en particulier dans les pays de transit et dans les pays d'accueil. « Ériger des murs ne permettra pas de résoudre la situation », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, M. Sánchez Cerén a dit s'élever contre les tentatives visant à déstabiliser les gouvernements progressistes de la région. « Ces pratiques portent non seulement un coup à l'état de droit, mais représentent également une violation grave de la démocratie, de la paix et du développement des États », a-t-il estimé. Tout en condamnant ce type de mesures, le Président d'El Salvador a appelé la communauté internationale à rester vigilante face à de telles actions et à prendre les mesures qui s'imposent. Sur ce point, il a exprimé sa solidarité envers le Président du Venezuela et s'est dit confiant que ce dernier parviendra à relever les défis auxquels son pays fait face par la voie du dialogue.

Tout en saluant les récentes avancées représentées par la reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba, le Président d'El Salvador a toutefois déclaré que cette mesure n'était pas suffisante et a appelé à mettre un terme à l'embargo économique à Cuba.

Par ailleurs, en tant que Président d'un pays qui a été le théâtre d'une guerre civile, interrompue par la signature d'un accord de paix en 1992, M. Sánchez Cerén a félicité la Colombie pour l'accord de paix historique qui a récemment mis fin à plusieurs décennies de guerre civile dans le pays.

M.HASSAN ROUHANI, Président de la République islamique d'Iran, a fait observer que lorsque les terribles attaques terroristes du 11 septembre avaient frappé New York, nul n'aurait imaginé que cela allait être suivi de catastrophes énormes et conduire à une guerre dévastatrice au Moyen-Orient et à une insécurité croissante dans le monde entier. Aujourd'hui, l'une des questions les plus pressantes pour les instances internationales devrait être de comprendre pourquoi nous nous en trouvons là, et quelles sont les approches, politiques et actions erronées qui ont ouvert la voie à ce niveau d'insécurité. La sécurité est devenue un problème véritablement international alors que les grandes puissances ne concentrent leurs efforts que sur des méthodes de répression et d'intervention militaire sous prétexte de créer un environnement plus sûr pour leurs citoyens. La genèse de l'extrémisme violent au-delà des frontières pourrait être attribuée aux stratégies sécuritaires des grandes puissances au cours des 15 dernières années mais, a prévenu le Président iranien, le fait d'assurer la sécurité dans une région au prix de l'insécurité dans d'autres régions du monde est voué à l'échec. M. Rouhani a dénoncé le recours à la religion pour justifier le terrorisme et la violence extrême.

Aujourd'hui, les discours de haine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se répandent à une vitesse surprenante, et la région subit des destructions de grande ampleur, a regretté le Président iranien. En Syrie, en Iraq et au Yémen la violence, les souffrances et la terreur se poursuivent et les Palestiniens continuent d'être des victimes de politiques injustes et discriminatoires. Pour que la région puisse inverser cette tendance dangereuse et s'engager sur la voie du développement et de la stabilité, il faut que certains pays cessent de bombarder leurs voisins et renoncent à financer certains groupes takfiris tout en acceptant leur responsabilité et en tirant les leçons du passé, a estimé M. Rouhani. « Si le Gouvernement saoudien souhaite réellement mettre en œuvre sa vision du développement et de la sécurité régionale, il doit mettre un terme à ses politiques séparatistes, arrêter de répandre des idéologies haineuses et de bafouer les droits des pays voisins, accepter sa responsabilité pour la protection de la vie et de la dignité des pèlerins et établir des relations avec les pays de la région sur la base du respect mutuel et de la redevabilité », a insisté le Président iranien.

« Nous ne pourrions pas combattre les réseaux terroristes et criminels sans véritables démocraties dans notre région et sans mettre en œuvre des approches participatives aux niveaux national et transnational ». Pour M. Rouhani, les pays de la région peuvent construire un avenir commun en puisant dans leurs histoires et cultures communes et en isolant les groupes terroristes. Il ne faut en aucun cas tolérer « qu'une région comme la nôtre court à nouveau le risque d'un démembrement comme celui que nous avons connu il y a près d'un siècle ». L'Iran s'oppose à toute forme de sectarisme, a-t-il affirmé, en rappelant que le peuple musulman, qu'il soit shiite ou sunnite, a vécu ensemble en paix et en harmonie depuis des

siècles. Malgré les difficultés actuelles, il doit avoir confiance en l'avenir et en veut pour preuve l'expérience acquise par son pays avec le Groupe des 5+1 et le succès du plan d'action global commun (JCPOA) qui témoigne des succès possible si l'on fait preuve de modération et lorsqu'on favorise le dialogue. Cet accord est à la fois politique et représente une démarche novatrice pour résoudre pacifiquement les crises et conflits dans le monde. Pour le Président iranien, il ne faut jamais oublier que les pressions et les menaces « illégales » contre le peuple iranien ont toutes été vouées à l'échec. Aujourd'hui, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et le Conseil de sécurité ont reconnu la nature pacifique du programme nucléaire iranien. Pour M. Rouhani, les États-Unis sont pleinement conscients qu'il s'agit d'un accord multilatéral et que tout manquement de leur part à le respecter représenterait un acte international illicite auquel la communauté internationale objecterait.

Huit mois après la levée des sanctions « cruelles », l'économie iranienne montre une nette amélioration avec un taux de croissance de plus de 4% et une baisse significative de son taux d'inflation, a souligné le Président Rouhani, en précisant que l'Iran avait pratiquement retrouvé son niveau de production et d'exportation pétrolière précédant la date des sanctions. L'Iran est l'un des rares pays producteurs de pétrole à avoir été en mesure de faire face au choc pétrolier en 2014, a-t-il dit, en assurant que son taux de croissance devrait atteindre 5% en 2016.. Concluant sur une note positive, M. Rouhani s'est dit convaincu que la modération était le mot clef pour combattre l'extrémisme et faire triompher la paix.

M. HERY RAJAONARIMAMPINANINA, Président de Madagascar, a déclaré que pour réaliser les objectifs de développement durable, son pays s'appuie sur la promotion sociale, notamment au travers cette année d'une politique nationale qui s'est traduite par l'allocation de suppléments de revenu pour les ménages les plus pauvres. En outre, a-t-il dit, la santé est primordiale pour son gouvernement, qui la considère comme la première garante de la productivité de la population. C'est à cette fin que le projet de système de couverture santé universelle a été établi, a précisé le Président de Madagascar, qui a indiqué que le renforcement de la couverture vaccinale avait été rendu possible grâce à une loi ciblant les foyers les plus défavorisés. Par ailleurs, dans le secteur de l'éducation, il a été possible de recruter et de former quelques dizaines de milliers d'instituteurs afin d'accroître le taux de scolarisation à travers tout le pays.

Affirmant que la jeunesse, les femmes et les filles constituent pour Madagascar le pivot de toutes les politiques publiques et actions pour le développement, le Président en a voulu pour preuve la réforme du Code de la nationalité, qui permet aux enfants nés d'une mère « Malagasy » et d'un père étranger d'acquérir la nationalité malgache. « De même, la ratification de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées nous a aussi permis d'améliorer la protection des personnes en situation de handicap au travers de politiques inclusives », a poursuivi le Chef de l'État malgache.

Après avoir fait état de projets de modernisation de l'agriculture et de lutte contre l'insécurité alimentaire, notamment dans le sud de l'île, M. Rajaonarimampianina a affirmé que Madagascar accueillait le Centre régional de fusion de l'information maritime, dont le rôle est de lutter contre la piraterie, le terrorisme, les trafics divers et le pillage des ressources naturelles. Il a ensuite annoncé que son pays invitera, à Paris en décembre prochain, des partenaires et des investisseurs étrangers à participer à une conférence des bailleurs de fonds pour mobiliser les ressources nécessaires à son programme de développement.

Le Président malgache s'est, avant de conclure, félicité de la reprise, à Paris le 17 juin dernier, des négociations relatives aux îles malagasy Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India dans le canal de Mozambique, sous l'impulsion des autorités françaises. Il a souhaité que ces discussions se déroulent dans le respect des dispositions de la Déclaration de Manille sur le règlement des différends internationaux, et conformément à la résolution 37/10 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. TANETI MAAMAU, Président de la République de Kiribati, a déclaré que la question des changements climatiques était un défi mondial qui requiert des transformations à l'échelle mondiale. « Le futur des plus vulnérables, tels que mon peuple et mon pays, est en jeu », a-t-il insisté, tout en appelant à un changement de mentalité, de paradigme de développement et de principes économiques.

Chaque année, a rappelé M. Maamau, son pays lance à l'Assemblée générale de l'ONU « un appel à l'aide pour mettre fin au réchauffement climatique » et aider les États les plus vulnérables à s'adapter à ses conséquences. « Il est pénible de constater que notre peuple continue de faire face à La menace de la montée du niveau des mers, aux tempêtes et aux catastrophes naturelles telles que le cyclone Pam et le cyclone Winston, contre leurs maisons, leurs parcelles agricoles et leurs moyens de subsistance », a-t-il déploré. La fréquence croissante de ces incidents, a-t-il dit, exacerbe leurs effets sur la population. Il a ajouté que, dans certaines parties du pays, des villages entiers ont dû être déplacés en raison de la sévérité de l'érosion côtière et des inondations, sans parler de la destruction des cultures et de la contamination des sources d'eau potable par l'eau de mer.

Par ailleurs, le Président de Kiribati a indiqué que l'apparition du phénomène climatique La Niña augurait d'une période de sécheresse pour son pays, dont les effets risquent de se faire sentir en matière d'éducation, de santé et d'hygiène publique. C'est pourquoi, il a appelé les Nations Unies à aider son pays à faire face à ce danger imminent, danger qui exige, selon lui, une ratification rapide de l'Accord de Paris sur le climat.

À cet égard, M. Maamau a indiqué qu'il avait déposé, la veille, l'instrument de ratification de l'Accord. Il a appelé « les grands frères de notre famille », y compris la Chine et les États-Unis, à s'engager dans cette lutte, notamment pour venir en aide aux pays insulaires et archipellagiques de faible altitude, comme le sien.

S'agissant des objectifs de développement durable, M. Maamau a particulièrement insisté sur le transfert des ressources technologiques des pays les plus riches vers les pays les moins avancés pour permettre à ces derniers d'atteindre le développement durable. Notant par ailleurs la contribution de la République de Chine de Taiwan pour atteindre le développement durable, le Président de Kiribati a appelé à mieux inclure l'île dans le système international. Avant de conclure, M. Maamau a voulu savoir comment rompre les barrières entre les peuples. « La réponse est simple », a-t-il dit, « c'est notre cœur et notre amour ». L'amour a, selon lui, été l'ingrédient manquant aux diverses recettes pour la paix mondiale. C'est dans cet objectif que les Nations Unies doivent « ouvrir notre cœur et partager notre amour les uns avec les autres », a-t-il dit.

M. PATRICE ATHANASE GUILLAUME TALON, Président du Bénin, a reconnu que le monde, ouvert tel qu'il l'est aujourd'hui, subira plus que jamais les conséquences de la pauvreté, notamment les mouvements migratoires incontrôlables et déstabilisants si rien n'est fait. La pauvreté de masse est désormais une menace majeure pour l'humanité, ce qui l'a amené à « interpeler les pays les plus développés et les institutions du financement du développement » pour la mise en œuvre d'une action collective volontariste à même d'éradiquer la pauvreté qui marginalise dangereusement la plupart des pays d'Afrique. La communauté internationale est capable de le faire, comme les récents exemples de la Grèce et de l'Ukraine où il a été possible d'éviter l'effondrement, l'ont prouvé, a estimé le Président Talon. Il faudra la même volonté, mais pas nécessairement plus de moyens, a-t-il dit, pour éradiquer efficacement la pauvreté en Afrique.

Les pays d'Afrique devront « bien entendu » prendre leur part de responsabilité en œuvrant davantage pour la stabilité politique et surtout pour la bonne gouvernance, a reconnu le Président du Bénin. Son pays, le Bénin, s'est d'ores et déjà engagé dans cette dynamique et a entrepris les réformes politiques, administrative et de bonne gouvernance. À cela s'ajoutent sa

stabilité politique de près d'un demi-siècle et la maturité de sa démocratie: toutes choses qui rendent le Bénin apte à réaliser les objectifs de développement durable pour peu qu'il bénéficie des appuis adéquats, a fait valoir le Président béninois. En outre, son pays est déterminé à contribuer à la mise en œuvre des décisions contenues dans l'Accord de Paris sur le climat qu'il a déjà signé et dont le processus de ratification est en cours.

M. ALASSANE OUATTARA, Président de la Côte d'Ivoire, a invité tous les pays développés à respecter l'intégralité de leurs engagements vis-à-vis des pays en développement, dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et du financement du développement. M. Ouattara a indiqué que, pour sa part, la Côte d'Ivoire entendait mobiliser les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs, notamment à travers son Programme national de développement 2016-2020. Il s'est également félicité du fait que la bonne situation économique de son pays lui ait d'ores et déjà permis d'améliorer tous ses indicateurs sociaux et d'amorcer un processus de réduction de la pauvreté.

Le Président de la Côte d'Ivoire a par ailleurs insisté sur la nécessité de mettre fin aux nombreux conflits en cours, en particulier en Syrie, au Moyen-Orient, au Soudan du Sud et au Mali. Il a toutefois constaté que le Conseil de sécurité, dans sa configuration et son fonctionnement actuels, ne sera pas en mesure d'y parvenir. C'est pourquoi, il a appelé à une réforme globale du Conseil qui permettrait de renforcer sa légitimité. Par ailleurs, M. Ouattara a appelé la communauté internationale à se mobiliser pour lutter contre le terrorisme. « Si rien n'est fait collectivement pour supporter le coût de la sécurité de tous, nos pays en développement investiront dans leur sécurité nationale les ressources qui manqueront demain aux investissements sociaux prioritaires », a-t-il mis en garde.

Concernant la situation politique de la Côte d'Ivoire, M. Ouattara a rappelé que le pays avait organisé, « avec succès », l'élection présidentielle d'octobre 2015, qui a permis, selon lui, de « sceller le retour à la paix et à la stabilité ». Il a également indiqué que la Côte d'Ivoire allait, dans les prochains mois, élire un nouveau parlement et se prononcer sur le projet d'une nouvelle constitution. « Au regard des progrès satisfaisants réalisés ces dernières années dans le pays, le Conseil de sécurité a levé, en avril 2016, le régime des sanctions qui pesait sur la Côte d'Ivoire depuis 2014 », a-t-il salué, en ajoutant que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) achèvera son mandat en juin 2017, après 12 années de présence continue. « Le Gouvernement ivoirien est particulièrement fier de cette évolution, qui apparaît désormais dans l'histoire des opérations de maintien de la paix comme une véritable « success story », s'est félicité M. Ouattara, tout en appelant les États Membres à appuyer la candidature de la Côte d'Ivoire à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2018-2019.

M. MAHMOUD ABBAS, Président de l'État de Palestine, a affirmé que son pays demeurait attaché aux accords conclus avec Israël depuis 1993, mais que l'État hébreu devrait en faire de même et agir rapidement pour répondre aux questions relatives au statut final. « Il doit cesser toutes les activités de peuplement et les agressions contre nos villes, villages et camps de réfugiés. Il doit mettre fin à ses politiques de punition collective et de démolition des foyers palestiniens. Il doit cesser ses exécutions extrajudiciaires et mettre fin aux arrestations de notre peuple, et remettre en liberté des milliers de prisonniers. Il doit cesser ses provocations et agressions aux abords de la mosquée Al-Aqsa », a-t-il déclaré. Comment un pays responsable de tels actes peut-il rechercher la paix? s'est demandé M. Abbas. Il a assuré que jamais l'Autorité palestinienne n'accepterait la situation actuelle, en expliquant qu'elle continuerait de plaider auprès du Conseil de sécurité pour la mise aux voix d'une résolution sur les colonies de peuplement et la « terreur répandue par les colons », en consultation avec les pays arabes et autres. Le Président Abbas a espéré qu'aucun membre n'exercerait son droit de veto.

Il a ensuite accusé Israël de continuer à fuir la perspective d'une conférence internationale pour la paix, une proposition de la France qui avait reçu l'assentiment d'une majorité d'États

Membres. M. Abbas a souhaité qu'une telle conférence débouche sur l'établissement d'un mécanisme et d'un calendrier destinés à arrêter la fin de l'occupation, conformément aux résolutions pertinentes, au principe de « la terre contre la paix » et de l'Initiative de paix arabe. Il a demandé la tenue d'une telle conférence avant la fin de l'année.

Le dirigeant palestinien s'est ensuite offusqué des critiques faites par le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, lors du Sommet de la Ligue des États arabes à Nouakchott en juillet 2016, sous prétexte que sa délégation y avait fait référence à la Déclaration Balfour. Il a estimé qu'il était temps pour Israël de reconnaître l'existence de l'État de Palestine et mettre fin à l'occupation de son territoire. « Il n'y a pas de conflit entre nous et la religion et le peuple juif. Notre conflit porte sur l'occupation de nos terres par les Israéliens. Nous respectons la religion juive et condamnons la catastrophe qui s'est abattue sur le peuple juif en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, que nous considérons comme l'un des crimes les plus haineux perpétrés contre l'humanité », a ajouté M. Abbas. La réalisation de la réconciliation historique entre les peuples palestinien et israélien exige qu'Israël reconnaisse sa responsabilité dans la Nakba, a-t-il précisé. « Cela ouvrirait une nouvelle ère dans notre coexistence et permettrait de dresser des passerelles entre nous plutôt que des murs », a-t-il lancé, en regrettant cependant qu'Israël choisirait dans l'Initiative de paix arabe uniquement « ce qui lui convient ».

Après avoir demandé au Royaume-Uni de présenter ses excuses pour les conséquences de la Déclaration Balfour, 100 ans après sa publication, le Président de l'Autorité palestinienne a rappelé qu'il n'existait aucun moyen de défaire le terrorisme et l'extrémisme dans le monde tant que la sécurité et la stabilité ne seront pas rétablies au Moyen-Orient et que l'occupation israélienne de la Palestine n'aura pas pris fin. Il a assuré que, de son côté, l'Autorité palestinienne s'efforce de poursuivre la réconciliation entre les différentes factions palestiniennes en vue de former un gouvernement d'unité nationale et de tenir des élections présidentielle et législatives. Mais, a-t-il dit, il subsiste une question: existe-t-il en Israël un leadership qui désire faire la paix et renoncer à cette « mentalité hégémonique et expansionniste » aujourd'hui à l'œuvre? Avant de conclure, M. Abbas a appelé l'Assemblée générale à proclamer 2017 « Année internationale pour mettre fin à l'occupation israélienne », alors que le mois de juin prochain marquera les 50 ans de cette occupation. Il a également appelé les États Membres à permettre à la Palestine de présenter et de se porter coauteur de résolutions visant à soutenir les efforts pour renforcer le statut juridique et politique de la Palestine, notamment en lui reconnaissant la possibilité de présider des comités et groupes internationaux.

Mme ERNA SOLBERG, Premier Ministre de Norvège, a appelé la communauté internationale à ne pas laisser la peur guider ses actions, à ne pas revenir à un monde dominé par le jeu à somme nulle, les intérêts nationaux étriqués et le protectionnisme. Au contraire, la communauté internationale doit se rallier à une force renouvelée au multilatéralisme, a-t-elle affirmé, en ajoutant que la Norvège travaillera dur pour promouvoir le respect du droit international et trouver des solutions communes. Elle a également regretté qu'en Europe, continent qui jouit d'une ère de paix, de démocratie et de commerce mais confronté à une situation complexe en matière de sécurité, certains États avaient choisi de ne pas respecter le droit international et de simplement rechercher leur intérêt national aux dépens des autres. Alors que les souffrances au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord sont la cause de souffrances humaines de grande ampleur, la réponse ne peut être l'isolement, a répété Mme Solberg.

Le situation en Syrie n'est pas tolérable, a ensuite rappelé le Premier Ministre, avant de faire remarquer que le monde attendait du Conseil de sécurité, comme du Groupe international de soutien pour la Syrie, qu'ils produisent des résultats. La Syrie n'est pas le seul dossier dont il faut s'occuper, a poursuivi Mme Solberg, qui a demandé au Président Abbas de Palestine et au Premier Ministre Netanyahu d'Israël de mettre en œuvre les recommandations du Quatuor afin d'éliminer les menaces imminentes qui se posent à la solution des deux États. Elle a par ailleurs annoncé que la Norvège continuera de fournir un niveau record d'assistance humanitaire, que ce soit en Syrie, au Soudan du Sud ou ailleurs.

Mme Solberg a en outre plaidé pour un renforcement des capacités des Nations Unies en matière de consolidation de la paix, pour une coopération avec la société civile, les femmes, les jeunes et les dignitaires religieux afin de combattre le terrorisme, pour la promotion du rôle des femmes dans la paix et la sécurité, pour une politique de tolérance zéro face aux abus sexuels et pour que les Casques bleus soient dotés des moyens dont ils ont besoin pour accomplir leur mission. Elle s'est félicitée de certains résultats obtenus et, notamment, de l'Accord de paix en Colombie, en rappelant que la Norvège était fière d'avoir contribué à faciliter le processus de paix aux côtés de Cuba. Son pays, a-t-elle assuré, poursuivra son soutien, diplomatique et pratique, au processus. Le Premier Ministre a également insisté sur le renforcement du pilier « droits de l'homme » des Nations Unies et a plaidé pour la promotion des droits des femmes, des minorités, des membres des communautés marginalisées, ainsi que pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. L'éducation des filles et la santé, notamment le renforcement de la préparation aux risques d'épidémie, est une priorité pour la Norvège, a souligné Mme Solberg. Elle est revenue sur le risque que représente pour les générations futures la résistance croissante aux médicaments antimicrobiens.

Par ailleurs Mme Solberg a insisté sur l'importance de l'Accord de Paris sur le climat avant de mettre en avant le rôle croissant que joueront les océans dans l'économie mondiale et dans l'alimentation, en plaidant pour une aquaculture plus durable. Notant en outre le potentiel des océans comme source d'énergie, elle a estimé que nous n'en étions qu'aux prémices de « l'économie bleue ».

Enfin, Mme Solberg a rappelé que la coopération internationale était essentielle pour traiter des grands défis planétaires et a annoncé que son pays avait, ce matin même, présenté avec la Colombie, le Ghana, l'Éthiopie, la Jordanie, l'Indonésie et le Mexique cinq recommandations destinées au futur secrétaire général aux fins de promouvoir une organisation des Nations Unies crédible et indépendante, capable de jouer un rôle moteur.

« Ce que je vais vous dire va sans doute vous choquer: Israël a devant lui un avenir brillant aux Nations Unies », a déclaré d'emblée M. BENJAMIN NETANYAHU, Premier Ministre d'Israël, tout en reconnaissant que cette affirmation a de quoi surprendre, dans la mesure où, d'année en année, il n'a eu de cesse de dénoncer l'Organisation pour sa « partialité à l'encontre d'Israël ».

Pour illustrer cette « partialité », M. Netanyahu a notamment mentionné les nombreuses résolutions votées chaque année par l'Assemblée générale contre son pays, les condamnations régulièrement prononcées par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU « contre Israël plus que contre n'importe quel autre pays au monde » et la décision de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en 2016, de « nier le lien millénaire qui existe entre le peuple juif et le mont du Temple ».

« De force morale, les Nations Unies sont passées à une farce morale », a déploré le Premier Ministre israélien, avant d'ajouter: « Mais tout va changer, et bien plus tôt que vous ne le pensez ». Ce changement, a-t-il affirmé, interviendra ici-même, dans l'enceinte de l'Assemblée générale, à mesure que les gouvernements du monde changent d'attitude vis-à-vis d'Israël. Il a souligné que, d'ores et déjà, de nombreux pays considèrent Israël comme un « partenaire puissant » sur le plan économique et dans la lutte contre le terrorisme, notamment du fait de l'efficacité de ses agences et services de renseignement. M. Netanyahu a également indiqué que son pays disposait d'un important savoir-faire dans les domaines de la santé et du recyclage des eaux usées. « Israël est une puissance mondiale de l'eau », a-t-il affirmé. Son pays, qui attire à l'heure actuelle près de 20% des investissements mondiaux dans la cybersécurité, est également une « cyberpuissance », a-t-il assuré.

« Je vais vous surprendre davantage: ce changement intervient également dans le monde arabe », a fait remarquer le Premier Ministre israélien, en affirmant que, pour la première fois, les autres États de la région reconnaissent « qu'Israël n'est pas l'ennemi mais un allié » face,

notamment, à l'Iran et à Daech. Il a ainsi déclaré que les relations diplomatiques d'Israël sont en train de « connaître une révolution ». Parallèlement à ce changement, il a toutefois rappelé que l'alliance la plus « précieuse » de son pays demeurerait celle qu'il entretient avec les États-Unis. Ce pays est « le plus puissant et le plus généreux qui soit », a-t-il soutenu, sous des applaudissements dans l'enceinte de l'Assemblée.

« Mesdames et Messieurs, déposez les armes, la guerre contre Israël aux Nations Unies est terminée! » a demandé M. Netanyahu, tout en précisant qu'il ne laisserait jamais l'ONU dicter à son pays ses intérêts en matière de sécurité. Le Premier Ministre israélien s'est dit à ce point convaincu du changement des relations entre l'Organisation et Israël qu'il ne serait pas surpris si, dans une dizaine d'années, un premier ministre israélien louait les Nations Unies du haut du podium de l'Assemblée générale. « Mais pourquoi attendre une décennie? » s'est-il interrogé, en notant que le fait de « diaboliser » Israël ne contribuait pas à améliorer la situation dans la région.

Faisant référence à la déclaration faite, quelques instants plus tôt, par le Président de la Palestine, M. Mahmoud Abbas, le Premier Ministre israélien a reproché à son homologue de s'en être pris à la Déclaration Balfour de 1917. « Nous avons là quelqu'un de coincé dans le passé », a-t-il déclaré, avant de faire observer que si le dirigeant palestinien s'est attaqué à cette Déclaration, « c'est parce qu'elle reconnaît le droit du peuple juif à sa propre terre ». Il a affirmé que les Palestiniens persistent à refuser de reconnaître le droit à un État juif, quelles que soient ses frontières. « Le conflit perdure car ce que les Palestiniens veulent, c'est Haïfa, Jaffa et Tel Aviv », a-t-il insisté, avant d'annoncer qu'il était prêt à négocier sur tout, « sauf sur notre droit à un État juif ». Lorsque les Palestiniens accepteront enfin l'idée d'un État juif, a-t-il dit, il sera temps de mettre un terme à cette « tragédie ».

M. Netanyahu a par ailleurs déclaré que, non seulement les dirigeants palestiniens sont coincés dans le passé, mais ils entravent également l'avenir de leur population en faisant l'apologie du terrorisme et en « procédant à un lavage de cerveau des enfants » pour leur inculquer une culture de la haine. « En Israël, nous ne faisons pas ça. Nous éduquons nos enfants dans une culture de paix », a-t-il affirmé, tout en soulignant qu'il s'opposait à l'idéologie de certains extrémistes juifs, comme ceux qui ont perpétré un incendie criminel l'an dernier dans un village en Cisjordanie. « Les dirigeants palestiniens rémunèrent les terroristes alors que les dirigeants israéliens jettent les terroristes juifs en prison », a-t-il soutenu.

Par ailleurs, le Premier Ministre d'Israël a indiqué qu'il n'avait pas renoncé à la paix et qu'il avait appelé les dirigeants palestiniens à entretenir un dialogue direct avec Israël. « Président Abbas, au lieu de parler ici du peuple israélien, je vous invite à venir parler au peuple israélien à la Knesset, et je viendrai volontiers m'adresser aux Palestiniens devant le Parlement à Ramallah », a-t-il proposé.

Les principales victimes du terrorisme sont des « musulmans innocents », a tenu à rappeler M. Netanyahu. Pour vaincre l'extrémisme violent, il a appelé à lutter « à la fois dans le monde réel et virtuel ». Il a indiqué qu'Israël combattait chaque jour les actes des extrémistes, qu'il s'agisse du Hezbollah libanais ou du Hamas, dont il a dénoncé « l'indécence et la barbarie ».

La menace la plus importante pour la paix mondiale, a toutefois estimé M. Netanyahu, demeure le régime iranien. Il a souligné que, malgré la signature d'un accord sur le programme nucléaire iranien, l'Iran a procédé à des tirs de missiles balistiques cette année et consolide chaque jour son « réseau terroriste ». « Israël ne permettra pas au régime terroriste iranien de développer l'arme nucléaire, ni aujourd'hui, ni dans 10 ans, ni jamais », a-t-il martelé, en provoquant une salve d'applaudissements dans la salle de l'Assemblée.

Le Premier Ministre d'Israël s'est enfin dit confiant que son pays continuerait à forger, dans les années à venir, une paix durable avec tous les pays voisins.

M. SERGE TELLE, Chef du Gouvernement de Monaco, a rappelé que les malheurs du monde actuel, meurtri par la faim et la maladie, déchiré par la violence, endeuillé par le terrorisme, menacé par le réchauffement climatique, fragilisé par les atteintes à la biodiversité, ébranlé par des périls nouveaux comme l'acidification des océans ou la fonte du permafrost (pergélisol), qui voit ses terres agricoles raréfiées ou englouties par la montée des eaux et ses villes écrasées par les bombes, avaient un seul responsable: l'homme. Les dirigeants des nations présentes en cette enceinte ont la responsabilité de trouver des solutions car l'ONU est le seul lieu où les intérêts contradictoires peuvent se rencontrer pacifiquement dans un esprit de progrès, a poursuivi M. Telle, qui a rendu hommage au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour avoir été « à la pointe des combats de notre temps ».

M. Telle s'est ensuite concentré sur trois points. Le premier est le sort des réfugiés et migrants, qui a amené le Chef du Gouvernement de Monaco à rappeler l'attachement de son pays à la Méditerranée, « à la fois lien et frontière entre tant d'univers », qui doit « aider à comprendre que les drames qui se jouent sur ses rivages ne sont pas ceux de mondes qui s'affrontent, mais ceux d'un même monde, le nôtre ». Quelle que soit notre situation matérielle, quel que soit le lieu où nous habitons, nous ne pourrons échapper aux malheurs de la Terre et des hommes, a encore déclaré M. Telle, qui a cité John Donne: « Ne nous demandons pas pour qui sonne le glas, c'est toujours pour nous qu'il résonne ». Il s'est en outre félicité de l'adoption de la Déclaration de New York sur les déplacements massifs de réfugiés et de migrants, en estimant qu'elle « rappelle les principes au nom desquels nous devons agir et les obligations juridiques et morales auxquelles nous devons tous souscrire ».

Rappelant que, selon l'ONU, le monde pourrait en 2050 compter 250 millions de réfugiés climatiques, M. Telle s'est ensuite attaché aux questions environnementales. Elles passent d'abord par la préservation du climat, a-t-il ajouté. À cet égard, il a annoncé que Monaco deviendrait partie à l'Accord de Paris avant la fin de l'année et s'était engagé à réduire d'ici à 2050 ses émissions de gaz à effet de serre de 50% de leur niveau de 1990. Le coût de cette transition énergétique, certes réel, est toutefois peu de chose au regard des conséquences de l'inaction, a affirmé M. Telle, qui a rappelé le soutien de Monaco au Fonds vert pour le climat.

M. Telle s'est particulièrement inquiété de l'avenir des océans, en rappelant que l'intérêt très ancien de Monaco pour ce sujet l'avait amené à accueillir dès 2009 la « Déclaration de Monaco » dans laquelle 150 scientifiques internationaux alertaient sur l'acidification des océans, et à plaider pour l'intégration d'un objectif de développement durable dédié aux océans dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Appelant à un véritable changement de civilisation et à admettre qu'on ne pourra construire un avenir pour l'humanité qu'en protégeant la nature et en acceptant ses règles, M. Telle s'est inquiété d'un rapport de l'UNESCO selon lequel 40% des enfants de 15 ans n'avaient aujourd'hui que des connaissances élémentaires sur les problématiques environnementales. Cela a mené M. Telle à insister sur l'importance de l'éducation, en particulier celle des filles, en précisant que « c'est par les femmes que progressent les valeurs de tolérance et de respect ». Il a également réitéré le soutien de Monaco aux résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.

M. TAMMAM SALAM, Président du Conseil des ministres du Liban, a exhorté la communauté internationale à aider le Liban à élire un président de la République afin de préserver l'équilibre des institutions libanaises et protéger ainsi un modèle unique de pluralité au Levant. Le Liban est sans président depuis deux ans et demi, a-t-il rappelé. À ce jour, son pays accueille 1,5 million de réfugiés syriens, ce qui représente un tiers de sa population, a fait remarquer le Président du Conseil des ministres libanais, en prévenant que le Liban ne pourra plus accepter de réfugiés sur son territoire. C'est pourquoi, il a demandé aux Nations Unies de développer une vision globale pour réinstaller les réfugiés syriens présents au Liban dans des zones sûres à l'intérieur de la Syrie. Il a tenu à préciser que le territoire libanais n'était pas une terre d'asile permanente mais le pays des Libanais.

« Dix ans après l'adoption de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, le Liban exhorte la communauté internationale à demander à Israël de mettre fin à ses violations de la souveraineté libanaise, de coopérer avec la FINUL pour la délimitation de ce qui reste de la Ligne bleue et de se retirer de la partie nord du village de Al Ghajar, des fermes de Chebaa et des collines de Kfarshuba », a déclaré M. Salam. Le Président libanais a aussi rappelé qu'il avait demandé au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, lors de sa visite à Beyrouth au mois de mars dernier, de permettre aux Nations Unies de jouer un rôle de bons offices pour régler la question de la délimitation maritime de la zone économique exclusive entre le Liban et Israël. Il a aussi condamné l'occupation palestinienne et le blocus de Gaza et demandé de tenir Israël juridiquement responsable pour les crimes de guerre qu'il a commis. Il a appelé à une solution durable au conflit israélo-palestinien s'appuyant sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, la Déclaration de principes de Madrid et l'Initiative de paix arabe.

La communauté internationale, a-t-il insisté, ne doit épargner aucun effort pour restaurer la sécurité au Moyen-Orient où des villes sont en train d'être rasées. Le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme, a-t-il estimé, est de permettre aux peuples de vivre dignement et en toute liberté et de trouver une solution juste pour le peuple palestinien. Avant de conclure, il a souligné l'importance d'établir des relations pacifiques entre les pays de la région sur la base du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures.

M. HAIDER AL ABADI, Premier Ministre de l'Iraq, a déclaré que 2016 était l'année de la libération et de la victoire pour l'Iraq. Le Gouvernement a lancé l'opération de libération de Ninive, la dernière province qui est restée sous la férule de Daech, à partir de laquelle la libération du pays sera complète avant la fin de l'année. Notre objectif fondamental est de libérer notre peuple de la main de Daech et de sauver les civils de cette organisation, a-t-il assuré. Le Gouvernement iraquien a commencé la mise en œuvre des programmes de prise en charge des personnes déplacées, un programme intégré de stabilisation et les services de base comme l'eau, l'électricité, les écoles et les hôpitaux, a indiqué le Premier Ministre. La communauté internationale, a-t-il voulu, doit maintenir son appui pour le retour et l'hébergement des personnes déplacées avec la prochaine bataille pour libérer Ninive et l'augmentation anticipée des personnes déplacées.

En ce qui concerne les réformes économiques et financières, le Gouvernement iraquien a mis en œuvre son programme ambitieux visant à réduire les dépenses malgré les défis et les nécessités de dépenses pour soutenir la guerre contre le terrorisme, a assuré M. Al Abadi. Le Gouvernement a également commencé à restructurer de nombreuses institutions et à donner la priorité aux services de base pour les citoyens, simplifier les procédures, atténuer et enlever les obstacles aux investissements. Il a aussi renforcé le partenariat avec le secteur privé. En outre, le Gouvernement iraquien a signé un mémorandum de compréhension avec le Programme des Nations Unies pour le développement pour que l'Iraq profite de l'expertise internationale afin de renforcer les capacités de lutte contre la corruption. Des étapes concrètes ont été franchies dans cette direction au cours de ces dernières semaines.

L'Iraq rencontre deux facteurs externes qui affectent sa stabilité et la croissance économique et sociale: la baisse des prix du pétrole qui a provoqué une perte de plus de 70% des revenus dans un contexte d'augmentation des dépenses militaires à cause de la guerre contre le terrorisme et les fardeaux sécuritaires pour libérer l'Iraq du terrorisme, a rappelé M. Al Abadi. Avant de terminer, il a appelé la communauté internationale à maintenir et respecter la souveraineté de l'Iraq et demandé à la Turquie de retirer ses forces du territoire iraquien où la présence de ces forces est non seulement rejetée par les Iraquiens, mais elle entrave également les efforts du Gouvernement pour libérer Ninive-Mossoul.

M. BERT KOENDERS, Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, a indiqué qu'il avait été interpellé récemment par un jeune concitoyen qui lui a demandé s'il croyait toujours en l'ONU. L'ONU n'a pas d'autre choix que de jouer un rôle majeur pour trouver des solutions,

maintenant et dans l'avenir, a expliqué M. Koenders. Il a ajouté que « l'ONU était la meilleure organisation mondiale imparfaite ». L'ONU demeure la plateforme où les objectifs et ambitions internationaux sont établis et où nous pouvons prendre des décisions sur des nouveaux défis mondiaux, a-t-il expliqué. M. Koenders a souligné que l'étape de la mise en œuvre était nécessaire afin de réaliser les objectifs de développement adoptés. Il est important de s'engager dans la mise en œuvre des recommandations, a souligné le Ministre en ajoutant que cette option devrait être la priorité majeure des États Membres et du nouveau secrétaire général de l'ONU. Il a déclaré que ce dernier devrait être un « bâtisseur général » œuvrant sur la base de la vision mondiale de coopération du XXI^e siècle. Il a précisé que le Secrétaire général ne pouvait tout faire seul, et que les États Membres devaient également prendre leur responsabilité. Il les a même invités à « déclarer un moratoire » sur les nouvelles résolutions et engagements de l'Organisation, en attendant que les précédents soient mis en œuvre.

Le Ministre a ensuite relevé que le Conseil de sécurité, établi en 1945, devrait faire l'objet d'une réforme. Il a rappelé que les Pays-Bas avaient demandé un siège au sein de cet organe en faveur de l'Union européenne. Il a déploré que l'usage du droit de veto continue de bloquer des décisions urgentes, notamment en cas d'atrocités de masse. Il a souhaité que les membres du Conseil de sécurité soient tenus responsables des blocages qu'ils imposent contre des décisions ciblant des violations flagrantes du droit international humanitaire. Il a souligné que l'un des sujets de préoccupation des Pays-Bas, et que le Conseil de sécurité examine régulièrement, est celui de la protection des civils, notamment les implications de paix et de sécurité relatives aux changements climatiques. Ce sujet est de la plus grande importance pour son pays qui est situé en dessous du niveau de la mer, a-t-il expliqué.

M. Koenders a en outre appelé à un meilleur suivi du cessez-le-feu en Syrie, en souhaitant que les violations qui seraient identifiées soient portées à l'attention du Conseil de sécurité. Quelles sont la valeur et la crédibilité de l'ONU si nous parlons de responsabilité de protéger sans être capables de résoudre le conflit syrien? a encore demandé le Ministre qui a aussi voulu savoir s'il est possible que l'ONU ne peut même pas répondre à l'appel lancé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en faveur d'une enquête indépendante sur les violations sérieuses des droits de l'homme au Yémen. Il a terminé en affirmant, en réponse à la question de son jeune concitoyen, qu'il croit toujours en l'ONU, mais seulement si nous faisons montre de détermination et de l'engagement que mentionne la Charte des Nations Unies.

MGR PIETRO PAROLIN, Secrétaire d'État du Saint-Siège, a rappelé que la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 reposait sur l'idée que les fruits de la richesse tirés de taux de croissance économique ambitieux doivent être durablement et équitablement partagés. Sans une situation financière stable et des investissements pérennes, a-t-il ajouté, il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Citant le pape François, il a estimé que régler la « dette écologique » entre le Nord et le Sud supposait de prendre soin de l'environnement des pays les plus pauvres et de leur allouer les ressources nécessaires pour répondre aux défis que posent les changements climatiques et le développement durable. Le Cardinal Parolin a également souligné que le développement ne saurait être imposé aux femmes et aux hommes, ces derniers, à l'inverse, devant être les principaux agents de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le développement humain intégral cher au pape François a pour principaux piliers le droit à la vie, le respect de la vie sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, ainsi que la promotion du dialogue, a poursuivi le Cardinal Parolin. Il a ainsi plaidé pour des négociations accrues afin de parvenir à une sortie de crise au Moyen-Orient, au Soudan du Sud, dans la région des Grands Lacs et dans l'est de l'Ukraine. Évoquant l'Accord de paix « historique » entre le Gouvernement colombien et les FARC, qui sera signé officiellement le 26 septembre à Carthagène, il s'est dit convaincu que le dialogue et la médiation étaient les meilleurs instruments dont dispose la communauté internationale pour résoudre les conflits. Depuis le début du conflit en Syrie, le Saint-Siège appelle à la fin des violences et au dialogue entre toutes

les parties, a-t-il encore souligné. Enfin, pour Mgr Parolin, l'Accord global entre le Saint-Siège et l'État palestinien, signé le 26 juin 2015 au Vatican, peut contribuer à la relance des pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens, le document réaffirmant en effet le soutien de l'Église à une solution négociée et pacifique au conflit israélo-arabe.

M. ROSEN PLEVNELIEV, Président de la Bulgarie, a jugé fondamental une pleine mise en œuvre des objectifs de développement durable pour faire du monde un lieu dans lequel il fait bon vivre. Mais en attendant, le monde affronte la pire situation sécuritaire depuis la Seconde Guerre mondiale avec des zones de guerre d'où sont lancées des attaques terroristes dans le monde entier, a-t-il déploré. La Bulgarie doit, comme d'autres, faire face à des défis sans précédent du fait des déplacements massifs, a poursuivi le Président, pour qui l'objectif de chacun devrait être la protection des migrants et des réfugiés, et notamment des plus vulnérables d'entre eux. M. Plevneviev a notamment mis l'accent sur les droits des enfants déplacés, appelant à les considérer comme des enfants avant de les traiter comme des réfugiés ou des migrants. Ces migrants et réfugiés doivent, pour leur part, respecter les lois des pays de transit ou d'accueil. La Bulgarie s'est engagée en faveur du règlement de conflits prolongés, a expliqué M. Plevneviev, qui a insisté sur son expertise des Balkans occidentaux pour préparer l'intégration de ces derniers à l'Union européenne. Il a en outre appelé à s'attaquer aux causes profondes des conflits, comme en Syrie.

La Bulgarie ne veut pas revenir à l'époque où les grandes puissances se partageaient la gestion du monde, a prévenu le Président, qui a dénoncé toute tentative visant à déstabiliser l'Ukraine ou porter atteinte à son intégrité territoriale. La Bulgarie rejette ainsi l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. M. Plevneviev a par ailleurs rappelé que son pays continuait à contribuer au relèvement de l'Afghanistan et a réaffirmé son appui à la solution des deux États dans le conflit israélo-palestinien. Il a appuyé l'accord sur le programme nucléaire iranien et a exhorté la République populaire démocratique de Corée à suspendre son programme de missiles balistiques et à reprendre le dialogue avec la communauté internationale. Il a par ailleurs rappelé la participation de la Bulgarie à la coalition internationale antiterroriste et estimé que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies était une bonne base de travail qu'il faudrait soutenir.

M. Plevneviev, qui s'est prononcé pour une mise en œuvre la plus rapide possible de l'Accord de Paris sur le climat, a annoncé le début de la procédure de ratification par le Parlement bulgare. Il a en outre expliqué que les écoles bulgares avaient adopté des programmes pour expliquer aux enfants l'importance des objectifs de développement durable. Après s'être prononcé en faveur du renforcement du pilier « droits de l'homme » des Nations Unies, M. Plevneviev a annoncé la candidature de la Bulgarie à un siège au Conseil des droits de l'homme. Il a également appuyé les efforts et programmes en faveur des droits des femmes et de la parité. Saluant la « contribution extrêmement précieuse » de la Bulgare Irina Bokhova à la tête de l'UNESCO, il a ensuite affirmé qu'il était grand temps qu'une « femme respectée de l'Union européenne » soit élue secrétaire générale des Nations Unies. Il a ainsi rappelé que la Bulgarie avait présenté « une excellente candidate qui mérite la confiance de la communauté internationale ».

M. PAUL KAGAME, Président du Rwanda, a invité la communauté internationale à être inclusive, « notamment en faveur des femmes qui doivent pouvoir réaliser leur potentiel ». Il s'est ainsi dit fier d'être engagé en faveur de l'initiative « He4She », lancée par ONU-Femmes afin de promouvoir le leadership des hommes en faveur de l'autonomisation des femmes. Il a invité d'autres dirigeants à en faire de même.

Le Président rwandais a ensuite relevé que le développement passe désormais par les nouvelles technologies, et il s'est félicité de l'appui que les diverses institutions onusiennes ont apporté à son pays dans ce domaine.

Il a ensuite annoncé qu'un millier de délégués allaient se retrouver à Kigali le mois prochain afin de procéder à des amendements du Protocole de Montréal relatif à la protection de la couche d'ozone. Il a affirmé que ces amendements contribueraient à réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre qui causent le réchauffement de la planète. Il s'est également félicité de l'Accord de Paris dont l'entrée en vigueur pourrait avoir lieu sous peu.

La préservation de la paix et la sécurité internationales, a estimé le Président Kagame, dépend des actions concertées de la communauté internationale. Il a aussi dit que les États ont une responsabilité collective vis-à-vis des réfugiés et des migrants. « Nous devons aborder cette question avec cohérence et compassion », a-t-il suggéré. Le Président Kagame a conclu son discours en saluant l'action du Secrétaire général de l'ONU, « un champion des technologies » qui a plaidé en faveur du développement durable et de l'équité, parfois dans des moments très difficiles.

Mme ELLEN JOHNSON-SIRLEAF, Présidente du Libéria, a, en tant que Présidente de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réaffirmé son engagement à poursuivre des efforts soutenus pour réaliser l'intégration sous-régionale, grâce au développement des infrastructures, au commerce et à l'investissement, à une bonne gestion des ressources naturelles, à la sécurité alimentaire et au rétablissement de la paix et de la sécurité dans une sous-région exposée au terrorisme comme en témoignent les situations au Mali, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Nigéria et ailleurs dans la sous-région.

Le Libéria, qui continue de compter sur les Nations Unies, maintiendra ses efforts dans la lutte contre la pauvreté et en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles et des communautés marginalisées. Ce sont là les moteurs de notre « élan transformationnel » pour sauver notre pays et notre monde, a souligné la Présidente. Elle s'est dite heureuse d'annoncer que le plan de réduction des effectifs de la Mission de l'ONU au Libéria avait été finalisé avec succès le 30 juin dernier, les agences de sécurité libériennes assumant désormais la pleine responsabilité de la sécurité de la nation et du peuple. Compte tenu de la fragilité et de la rareté de nos ressources, nous reconnaissons les risques que cela implique mais, a dit la Présidente, nous assumerons cette tâche avec fierté, sachant que nos partenaires sont à nos côtés.

Rappelant qu'elle a été Coprésidente du Groupe de haut niveau du Secrétaire général qui a commencé le processus des objectifs de développement durable, Mme Johnson-Sirleaf a affirmé que son pays s'était déjà engagé à mettre en œuvre ces objectifs au niveau national grâce à des consultations élargies avec les parlementaires, le Gouvernement, le système judiciaire, le secteur privé, la société civile et les organisations religieuses. Avec l'appui du système de l'ONU, le Libéria est en train de formuler une feuille de route pour la pleine intégration du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans l'agenda national de développement.

Abritant 43% de la biodiversité sous-régionale, le Libéria, a promis la Présidente, maintiendra fermement son engagement en faveur d'une gouvernance durable des forêts et des terres comme en atteste son mécanisme de vérification et sa réglementation. La Présidente a remercié la Norvège, partenaire de choix de son pays, dans ce domaine. Elle a conclu en affirmant que la démocratie s'ancre dans le pays au moment où les Libériens s'acheminent vers les élections présidentielle et législatives de 2017. La Présidente a remercié les Nations Unies pour avoir aidé son pays à préserver la paix, ces 13 dernières années. Elle a remercié les nombreux partenaires internationaux qui ont accompagné son pays sur la voie de la reconstruction.

M. ROCH MARC CHRISTIAN KABORÉ, Président du Burkina Faso, a déclaré qu'après avoir traversé une crise politique profonde, le Burkina Faso a renoué avec les valeurs cardinales qui fondent la démocratie et l'état de droit. Le peuple burkinabé a fait montre d'une grande maturité et administré la preuve que rien ni personne ne peut indéfiniment étouffer la soif de justice et de

liberté d'une population consciente et jalouse de ses droits, et de sa dignité. Pour donner véritablement son sens au combat que notre peuple a mené pour sa liberté et le progrès, le Gouvernement a élaboré le Plan national de développement économique et social (PNDES) pour la période 2016-2020.

Le terrorisme et l'extrémisme violent, a poursuivi M. Kaboré, se sont imposés comme des menaces majeures de notre temps. Le Burkina Faso salue ainsi le Plan d'action contre l'extrémisme violent du Secrétaire général adopté le 15 janvier 2016, et appelle à la finalisation urgente et l'adoption du projet de convention générale sur le terrorisme. La situation sécuritaire au nord du Mali demeure une source de grande préoccupation, et mérite l'attention de la communauté internationale, par le relèvement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), et un soutien important aux initiatives sous-régionales, notamment l'opérationnalisation de la force d'intervention rapide du G5 Sahel, ainsi que l'appui à la mise en place par l'État malien de véritables leviers du développement de cette région.

Le monde ne sera pas en paix tant que le Moyen-Orient ne sera pas en paix, a estimé le Président Kaboré, qui a appelé à un règlement pacifique, juste et équitable du conflit israélo-palestinien. En Syrie, en Iraq et au Yémen, la communauté internationale, a-t-il souligné, doit s'investir dans la recherche d'une paix véritable, dans le respect du droit international, afin que les énormes potentialités de ces pays puissent contribuer au bien-être de leurs populations et de leur région.

Par ailleurs, a-t-il dit, les changements climatiques s'inscrivent en bonne place parmi les préoccupations du Burkina Faso qui fonde l'espoir que l'Accord de Paris sur le climat permettra la réduction sensible des taux de carbone par les pays développés et la tenue des promesses financières afin de renforcer la résilience des pays en développement contre les catastrophes climatiques. Avant de terminer, M. Kaboré a annoncé la volonté de son gouvernement de mettre définitivement un terme au fléau du VIH/sida d'ici à 2030.

« Dans un monde où les grandes puissances font ce qu'elles veulent et les petites font ce qu'elles peuvent, l'état de droit est devenu une exception plutôt que la règle », a regretté M. GJORGE IVANOV, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Dans ce contexte, il a estimé que ce qui caractérise le monde contemporain est l'instabilité. Il a souligné le défi que constitue aujourd'hui la lutte contre le terrorisme international. Il semble, a-t-il ajouté, que pour chaque cellule terroriste détruite, deux autres apparaissent. Alors que 20 millions de migrants se trouvent près des frontières européennes, le Président Ivanov a appelé l'Union européenne à trouver des mécanismes pour protéger ses frontières et mieux intégrer les migrants qui obtiennent l'autorisation d'entrer. L'indécision de l'Union européenne a contribué à menacer la sécurité de l'ex-République yougoslave de Macédoine qui, a-t-il rappelé, avait été le premier pays à devoir déployer des forces militaires pour réagir devant l'arrivée de vagues de migrants. Il a espéré que le prochain secrétaire général des Nations Unies sera un candidat de l'Europe orientale.

Par ailleurs, le Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine a regretté que son pays soit encore confronté à des blocages interdisant la dénomination « Macédoine » après 25 ans d'indépendance. Il a regretté le manque de décision de l'OTAN pour lever le blocus de l'intégration de la « Macédoine ». « En tant que pays voisins, malgré quelques divergences, nous avons des milliers d'intérêts communs avec la Grèce », a insisté le Président Ivanov. « Je suis macédonien, mes citoyens sont macédoniens et nous parlons la langue macédonienne », a-t-il encore insisté avant d'appeler la communauté internationale à respecter le « droit à l'auto-identification ».

Mme HILDA HEINE, Présidente des Îles Marshall, a appelé les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier l'Accord de Paris sur le climat afin qu'il puisse entrer en vigueur avant la fin de cette

année. Cet Accord n'est certes pas parfait, mais nous devons tout faire pour maintenir le niveau de température terrestre en-deçà de 1,5 degré Celsius, afin de permettre notre survie, a-t-elle plaidé. Mme Heine s'est enorgueillie d'être la première femme dirigeant un petit État insulaire indépendant du Pacifique. Elle a précisé qu'elle s'exprimait également en sa qualité d'enseignante, en soulignant que le développement des Îles Marshall doit être bâti sur l'éducation. Elle a plaidé pour un système national éducatif qui valorise la culture et la langue locales, dans une approche bilingue dont la mise en œuvre devra se faire en partenariat avec l'Université de Columbia de New York.

La Présidente a également fait part de l'ambition des Îles Marshall de réaliser les objectifs de développement durable, tout en créant sa propre sécurité économique et ne plus dépendre de l'aide extérieure. Elle a ensuite déploré que son pays ait le taux le plus élevé de malades du diabète dans le monde. C'est une crise nationale, a-t-elle déclaré. Pour y faire face, le Parlement des Îles Marshall entend procéder à une augmentation significative des taxes à l'importation des produits contenant du sucre. Le législateur entend également interdire les sacs faits à base de matière plastique et les Îles Marshall entendent aussi réduire leur dépendance au pétrole afin de privilégier les sources d'énergie renouvelables.

Elle a en outre signalé que la violence domestique était un problème qui prenait de l'ampleur dans les pays de la région du Pacifique. Elle a indiqué que des centres de protection avaient été créés pour accueillir les femmes de son pays qui sont victimes de violence. Elle a ensuite rappelé que l'océan Pacifique était leur identité, invitant ainsi les puissances mondiales qui dominent la pêche à reconsidérer leur position afin de permettre une gestion plus durable des ressources halieutiques.

Mme Heine a rappelé que son pays avait saisi l'ONU il y a 65 ans pour attirer l'attention sur les effets néfastes des essais nucléaires menés sur son territoire. Elle a soutenu que son pays était le seul territoire sur lequel l'ONU avait autorisé les tests d'armes nucléaires, notamment en vertu des résolutions 1082 et 1493. Elle a demandé une assistance totale et concrète de la communauté internationale et du système des Nations Unies pour traiter des conséquences de ces essais sur son peuple.

Par ailleurs, la Présidente a souhaité que l'ONU permette que Taiwan participe aux travaux de ses institutions spécialisées. Elle a également appelé le Conseil des droits de l'homme à initier une enquête crédible et indépendante sur les allégations de violation des droits de l'homme en Papouasie occidentale.

M. MANUEL DOMINGOS VICENTE, Vice-Président de l'Angola, a d'emblée réitéré son appui à l'augmentation du nombre des sièges permanents et non permanents du Conseil de sécurité pour en faire un organe plus représentatif et mieux apte à résoudre les conflits actuels. Il a insisté sur « le droit » du continent africain d'être représenté dans la catégorie des membres permanents, comme le souligne le Consensus d'Ezulwini. L'Angola, qui préside la Conférence internationale de la région des Grands Lacs, a rappelé son Vice-Président, exprime, une nouvelle fois, sa détermination à promouvoir le dialogue, la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale et partout dans la région des Grands Lacs.

Au Burundi, a indiqué M. Domingos Vicente, l'Angola a appelé à l'intensification du dialogue et exhorté au respect du pouvoir légalement établi pour surmonter l'impasse de la crise postélectorale. Il est aussi important de promouvoir des relations de bon voisinage et la sécurité mutuelle le long des frontières du pays, a-t-il souligné. En République démocratique du Congo (RDC), l'Angola prône un appui au processus électoral pour garantir des élections libres et pacifiques et préserver la paix, la stabilité, la réconciliation et la consolidation de la démocratie. Sur le plan international, le Vice-Président a imputé les crises en Libye, en Syrie et en Iraq aux graves violations des droits fondamentaux certes mais aussi à l'ingérence étrangère

qui s'est révélée « désastreuse » dans ses tentatives de changer les régimes et d'imposer « artificiellement une prétendue démocratie ».

Sur le plan national, le Vice-Président a insisté sur l'engagement de son pays à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Prônant une « approche holistique », il a estimé que, dans ce cadre, les changements climatiques représentent la question « la plus urgente et la plus complexe ». L'Angola, qui n'émet que 0,17% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subit déjà une détérioration et des cycles plus brefs de sécheresse ou de pluies, avec les risques que cela implique pour l'agriculture, les infrastructures économiques et sociales et la santé. Le pays compte donc adhérer aussi vite que possible à l'Accord de Paris sur le climat et participer activement à la Conférence Habitat III à Quito, le mois prochain, dont le futur agenda mondial de l'urbanisation consacrera les liens entre urbanisation, développement durable et changements climatiques.

L'Angola tient aussi aux trois processus multisectoriels que sont les femmes, la paix et la sécurité, les opérations de maintien de la paix et l'architecture de consolidation de la paix de l'ONU. Le pays, qui est politiquement et socialement stable, fait face aujourd'hui à des défis économiques dus à la volatilité des prix des matières premières. Mais, a assuré le Vice-Président, l'Angola continue résolument d'ajuster ses plans d'action et de trouver la voie de la croissance économique et du bien-être social.

M. JIMMY MORALES, Président du Guatemala, a expliqué que son pays marquait cette année deux anniversaires: les 30 ans du « processus d'Esquipulas » en Amérique centrale et les 20 ans de l'accord de paix durable signé le 29 décembre 1996. Il a expliqué que la mise en œuvre de ces accords a transformé le Guatemala et contribué à son développement et sa modernisation. Notant que certaines parties de ces accords n'ont pas été mises en œuvre, il a dit qu'il était urgent de relancer les questions de l'identité et des droits des peuples autochtones, du développement rural et de l'autonomisation des femmes. Il a expliqué que 2015 a changé le cours de l'histoire du Guatemala lorsque le peuple s'est révolté contre l'autorité d'un État qui a trahi la Constitution. Il a expliqué qu'après cinq mois de soulèvement populaire, l'état de droit est aujourd'hui plus fort que jamais au Guatemala.

Le Président du Guatemala a expliqué que son gouvernement, inspiré par la volonté du peuple de transformer le pays, avait identifié cinq priorités: la transparence, la santé, l'éducation, la sécurité et le développement. Il a ajouté que les droits de l'homme étaient intrinsèquement liés au respect de la démocratie et à l'état de droit. C'est pourquoi, il a expliqué que le renforcement du système international des droits de l'homme était une priorité du Guatemala. Son pays, a-t-il annoncé, sera candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2017-2019. Il a expliqué que le Plan de développement national à l'horizon 2032 était en phase avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

M. FAIEZ MUSTAFA SERRAJ, Président du Conseil de la présidence du Gouvernement d'entente nationale de la Libye, a déclaré que l'accord politique signé il y a deux ans par les parties libyennes demeurerait la solution à la crise actuelle en Libye. Le Président a ajouté qu'il faudrait que le processus politique se poursuive. En tout cas, le Gouvernement fait tout son possible pour garantir la réconciliation nationale entre les Libyens, l'état de droit et la démocratie.

C'est dans cette optique que le Gouvernement libyen veut orienter les ressources financières dont il dispose pour réaliser ces objectifs. Il a ensuite exhorté tous les États à restituer à la Libye les avoirs libyens qui sont déposés chez eux afin de réaliser les objectifs du Gouvernement. M. Serraj a demandé le retour des missions diplomatiques des pays partenaires à Tripoli afin d'établir des échanges dans un cadre formel. Nous sommes conscients des préoccupations sécuritaires mais nous sommes sérieux quant au rétablissement de la sécurité dans le pays.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, le Président a condamné fermement le terrorisme et, en particulier, l'extrémisme violent de groupes comme Daech qui cherchent à contrôler et exploiter les ressources naturelles du pays. Pour permettre à la Libye de lutter efficacement contre le terrorisme, il faudrait que l'embargo sur les armes qui lui avait été imposé soit levé.

S'agissant de la question des droits de l'homme, le Président a indiqué que le Parlement libyen a adopté diverses lois pour garantir le respect des droits de l'homme. La situation actuelle rend difficile le respect des droits de l'homme, a-t-il reconnu, tout en soulignant que cela n'empêchait pas le Gouvernement de mener une campagne de lutte contre l'impunité. M. Serraj a souligné qu'il était nécessaire de créer un mécanisme d'aide technique avec l'appui de la communauté internationale dans cette lutte.

Le Président a ensuite évoqué la réforme du Conseil de sécurité en réclamant un siège permanent pour les États arabes, et deux sièges permanents pour l'Afrique. Au Moyen-Orient, a-t-il prévenu, il n'y aura pas de paix tant qu'Israël continuera l'occupation et la judaïsation des territoires occupés. Avant de terminer, le Président libyen a lancé un appel à tous les Libyens pour adhérer à son projet de réconciliation nationale.

M. ALEKSANDAR VUČIĆ, Premier Ministre de la Serbie, s'est dit inquiet de ce que la région dans laquelle se trouve son pays soit un terreau fertile pour l'idéologie que répandent Daech et d'autres organisations terroristes, et en particulier par le recrutement d'étrangers pour combattre au nom de ces groupes dans des zones de conflit. Le territoire de la province autonome du Kosovo-Metohija représente un défi particulier pour son pays, a-t-il dit, en précisant que le recrutement de ces combattants y est très visible.

M. Vučić a fait savoir que la priorité nationale de la Serbie visait à trouver un règlement politique à la question du Kosovo-Metohija. En défendant sa souveraineté et son intégrité territoriale, la Serbie ne fait que défendre le droit international et la Charte de l'ONU, a-t-il assuré. « À cette occasion, je souhaite transmettre l'assurance de ma plus haute considération aux pays qui se joignent à nous dans cette lutte pour le respect du droit international et refusent de reconnaître unilatéralement l'indépendance proclamée par le Kosovo », a-t-il déclaré. Ces pays, s'est-il réjoui, représentent la majorité de l'humanité.

Le Premier Ministre serbe a souligné l'importance particulière que son pays accorde aux activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Il a souligné que le maintien de la neutralité du statut de la MINUK et de son mandat, à périmètre constant, est essentiel pour la stabilité de la région, surtout dans les zones peuplées par des Serbes et des communautés non albanaises. M. Vučić a également précisé qu'il accordait une importance toute particulière à la question du retour des personnes déplacées du Kosovo-Metohija. Toutefois, il a regretté de constater que, près de 17 ans après la fin du conflit, les conditions du retour des personnes déplacées ne soient pas réunies.

Le Premier Ministre serbe s'est dit pleinement engagé à poursuivre le dialogue, facilité par l'Union européenne, entre Belgrade et Pristina, ainsi que la mise en œuvre des accords conclus. Tout en continuant à travailler dans l'intérêt de l'amélioration des relations entre la Serbie et l'Albanie, il a toutefois précisé que son pays ne reconnaîtrait pas unilatéralement l'indépendance proclamée par ses provinces du sud. Le soutien de la communauté internationale constitue la clef du succès de ce dialogue, qui est, selon lui, « l'un des rares exemples de résolution pacifique réussie d'un conflit dans le monde ». M. Vučić a par ailleurs fait savoir que, dans le respect des Accords de Dayton, la Serbie continuera à développer « les relations les plus étroites possibles » avec la Republika Srpska. S'agissant de la région en général, le Premier Ministre serbe a assuré la communauté internationale de sa « volonté de surmonter l'héritage négatif du passé » et de « bâtir un futur commun sur la base du respect mutuel ».

M. RAMTAME LAMAMRA, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Algérie, a attiré l'attention sur la persistance de conflits exigeant de prendre rapidement des mesures urgentes et sérieuses pour, notamment, résoudre sans délai la crise des migrants. Il a ajouté que cette crise n'était pas seulement un phénomène migratoire: « cette situation a valeur de test pour nous tous. Est-ce que les êtres humains sauront s'accepter dans toutes leurs diversités dans un ensemble global? » a-t-il demandé. Citant le Président Bouteflika, il a jugé que la mondialisation impliquait des devoirs moraux car, a-t-il dit, « devant l'unité du genre humain, les barrières raciales s'écroulent, de même que s'effacent les différences de conditions économiques et sociales ».

M. Lamamra a ensuite rappelé la vocation primordiale de l'ONU, qui doit demeurer à la fois le creuset et l'animateur essentiel de l'espoir que met en elle chaque être humain. Sur la nécessaire revitalisation de l'Organisation, il a noté que l'Algérie revendiquait de longue date l'actualisation de ses mécanismes. « La gouvernance globale, politique, économique, sécuritaire et environnementale doit être réinventée », a-t-il affirmé, en ajoutant que l'audace responsable était garante de succès. Attirant l'attention sur la situation au Maghreb, il a estimé que le processus de paix conduit sous l'égide de l'ONU au Sahara occidental avait subi, cette année, plusieurs développements négatifs, le Conseil de sécurité ayant, selon lui, perdu toute autorité sur ce dossier. À cette aune, il a rappelé le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et il s'est dit confiant dans la capacité des Nations Unies d'honorer au Sahara occidental « l'un de leurs plus brillants succès en y parachevant la décolonisation du territoire ».

Saluant l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba censé en assurer le financement, le Vice-Premier Ministre de l'Algérie a souligné qu'il était nécessaire de ne pas tarir davantage les investissements vers les pays en développement et que les marchés financiers retrouvent leur stabilité. Ces éléments, a-t-il dit, mettent en danger les niveaux d'aide publique au développement. M. Lamamra a ajouté que les engagements pris par les États de réduire réellement les inégalités commandaient une transformation effective des modèles économiques en vigueur dans « les pays nantis » tenant compte des intérêts de tous. Le Vice-Premier Ministre a ainsi estimé que la priorité devrait viser à satisfaire les besoins du continent africain en termes d'accès aux services de base, tels que l'eau et l'électricité. « Nos pays doivent être intégrés aux chaînes de valeurs internationales et de compétitivité économique », a-t-il dit. En conclusion, il a assuré que l'Algérie restait profondément attachée à ce que représentent les Nations Unies.

M. RASHID MEREDOV, Ministre des affaires étrangères du Turkménistan, est préoccupé par l'augmentation du nombre des conflits et des tensions dans de nombreuses parties du monde. Les parties impliquées dans ces conflits ont tendance à recourir à la force et aux moyens des armes. Le droit international est délibérément ignoré et non respecté. Le représentant a appelé les États Membres à examiner et évaluer ces phénomènes, à adhérer aux principes de la Charte des Nations Unies et aux conventions et accords internationaux visant à résoudre ces conflits et à lancer des consultations avec pour objectif d'élaborer des approches conceptuelles uniformes de désescalade fondées sur le droit international.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, le représentant a dit que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies pour l'Asie centrale a une importance décisive. En outre, la Déclaration d'Ashgabat et le Plan d'action de lutte contre le terrorisme en Asie centrale constituent des feuilles de route pour la région.

En ce qui concerne les changements climatiques, le Turkménistan a adopté sa Stratégie nationale sur les changements climatiques qui envisage notamment le développement de l'économie verte comme élément fondamental pour le fonctionnement de toute l'infrastructure de la vie du pays. En outre, le Turkménistan signera au cours de cette session l'Accord de Paris sur le climat. Actuel président du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral, le

Turkménistan invitera les États de la région à concevoir une stratégie unifiée sur les questions relatives à la préservation et l'utilisation des ressources en eaux.

Concernant le problème des migrants, des réfugiés et des apatrides, le représentant a indiqué que le rôle clef sur cette question devrait être joué par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation internationale pour les migrations, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et d'autres organisations.

M. ALEXIS TSIPRAS, Premier Ministre de la Grèce, a assuré que son pays, après sept années de turbulente récession économique, continuait d'œuvrer de manière inlassable pour retourner sur la voie d'une croissance durable. À cette fin, créer un environnement économique favorable nécessite qu'il soit mis fin aux « pêchés de l'ancien régime, à savoir la corruption, le clientélisme et les pratiques douteuses », a-t-il expliqué. M. Tsipras a reconnu que la Grèce continuait de subir de plein fouet les conséquences de l'austérité implacable imposée à son peuple. À cet égard, il a assuré que la Grèce avait entrepris les réformes requises pour en finir avec le chômage de masse et redevenir un partenaire commercial et industriel régional situé au croisement de trois continents. Concernant la crise des réfugiés, il a d'abord rappelé que, depuis l'année dernière à la même date, plus d'un million de migrants étaient entrés sur le territoire grec. Il a ajouté que les garde-côtes grecs avaient sauvé des dizaines de milliers de vies humaines en s'exposant à des risques. Avec les autorités turques et européennes, a-t-il expliqué, nous mettons en œuvre le très difficile mais nécessaire Accord entre l'Union européenne et la Turquie sur les migrants, lequel, et c'est bien là l'essentiel, a permis de réduire le nombre de morts en mer Egée.

Le Premier Ministre grec s'est ensuite demandé comment son pays pouvait contribuer à la paix, à la sécurité et à la prospérité dans un environnement régional toujours plus instable. Prenant l'exemple des relations de la Grèce avec Chypre, il a mis en exergue les échanges bilatéraux et trilatéraux développés avec les pays voisins pour faire avancer la cause de la paix, de la coopération et de l'état de droit et défendre la pertinence des résolutions de l'ONU relatives à la question de Chypre. « Nous avons renforcé le dialogue avec la Turquie par l'intermédiaire de nombreuses initiatives, y compris une coopération accrue dans la gestion des flux migratoires et de réfugiés », a également indiqué M. Tsipras. Il s'est en outre dit confiant dans la capacité des acteurs régionaux de tourner la page des crises régionales du passé, une nécessité qui, selon lui, devrait contribuer à changer la dynamique à cette échelle. Enfin, rappelant les valeurs fondatrices de la démocratie, M. Tsipras a déclaré que pour lutter contre la peur, la xénophobie et le nationalisme, il était vital de se battre pour la paix et la croissance durable partout où celles-ci sont menacées ou absentes.

M. ERLAN IDRISOV, Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, a dit que la politique étrangère du Kazakhstan reflétait son attachement au dialogue et à la tolérance. Cette vision est fondée sur la coopération et la confiance entre les États et les groupes d'États, a-t-il assuré. Le Ministre a souligné que cette vision était importante dans le cadre du désarmement nucléaire, avant de rappeler que son pays avait renoncé aux armes nucléaires et fermé le centre nucléaire en activité dans le pays. Il a poursuivi en évoquant la conférence d'Astana sur le désarmement et la création d'une banque internationale de combustible nucléaire faiblement enrichi toujours à Astana et la création de la zone exempt d'armes nucléaires en Asie centrale qui démontre l'attachement de son pays au désarmement et à la paix.

Malheureusement, les négociations internationales sur le désarmement sont dans l'impasse à l'heure actuelle, a regretté le Ministre. C'est pourquoi, a-t-il indiqué, le Kazakhstan convoquera en 2017 une réunion internationale pour dénoncer à terme la possession d'armes nucléaires et pour appeler à l'application des instruments universels sur le désarmement. Les récents lancements de missiles balistiques et l'essai nucléaire par la République populaire démocratique de Corée sont inacceptables car ils constituent un obstacle au désarmement, a-t-il encore

déclaré. Pour le Kazakhstan, a-t-il dit, les sanctions économiques créent de la division. M. Idrissov a ensuite annoncé la convocation en 2017 d'une conférence internationale pour souligner l'importance du désarmement. Avant de conclure, il a estimé que la réforme des Nations Unies devrait être réalisée conformément aux buts et principes de la Charte de l'Organisation.

M. BRUNO RODRÍGUEZ PARRILLA, Ministre des affaires étrangères de Cuba, préoccupé par « le fossé entre nos délibérations et les réalités des peuples », a jugé urgent de construire une nouvelle architecture financière internationale. Entre autres, il a considéré que « la philosophie du pillage » appuie les interventions militaires et les guerres non conventionnelles lancées par les pays membres de l'OTAN contre des États souverains dans l'objectif de changer les gouvernements et de s'emparer de leurs ressources naturelles.

M. Rodríguez Parrilla a réitéré sa solidarité avec les petits États insulaires en développement, en particulier dans les Caraïbes, qui sont les plus affectés par les changements climatiques, et pour lesquels il a demandé un traitement juste, spécial et différencié.

« Toute tentative de prolonger l'existence d'un monde unipolaire à travers la guerre, la domination ou l'hégémonie serait suicidaire », a mis en garde le Ministre. À ses yeux, le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international est indispensable à la coexistence pacifique entre les États. Il faut défendre l'ONU contre l'unilatéralisme et en faire une organisation plus démocratique, a-t-il poursuivi.

M. Rodríguez Parrilla s'est dit confiant que le peuple syrien pourra régler tout seul ses différends, « une fois que l'intervention extérieure visant à promouvoir un changement de régime aura cessé ». Il a considéré que la tentative de l'OTAN d'étendre sa présence près des frontières russes et le déploiement de systèmes antimissiles alimentait la course aux armements et menaçait la paix et la sécurité internationales.

Le Ministre s'est félicité de l'accord de paix entre le Gouvernement colombien et les FARC, conclu à La Havane, à Cuba, le 24 août dernier. Il a par ailleurs indiqué qu'il continuerait à appuyer le peuple et le Gouvernement du Venezuela, « contre l'ingérence impérialiste et oligarchique qui essaie de détruire la révolution bolivarienne et chaviste ». Il a aussi condamné le « coup d'État parlementaire et judiciaire » perpétré au Brésil contre la Présidente Dilma Rousseff.

Un peu plus d'un an après la restauration des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, des progrès ont été réalisés, a reconnu le Ministre. Il a réitéré la volonté de son gouvernement de continuer à développer « un dialogue respectueux » avec le Gouvernement américain pour la normalisation des relations entre les deux pays, tout en souhaitant la levée de l'embargo et la restitution du territoire de Guantanamo à Cuba.

M. JOSEPH MUSCAT, Premier Ministre de Malte, a estimé que cette soixante et onzième session de l'Assemblée générale était avant tout placée sous le sceau du Sommet sur les déplacements massifs de réfugiés et de migrants. « Nous devons répondre à ce défi, non pas par la peur ou en nous protégeant derrière un mur, mais avec ténacité, conviction et compassion », a déclaré M. Muscat. Le Premier Ministre de Malte a souligné qu'avec ses partenaires européens, « et parfois par nos propres moyens ou presque », son pays avait tenté « sans relâche » de trouver une solution à cette question, notamment en prenant des mesures visant à mettre un terme aux activités des trafiquants de migrants.

« Bien qu'ils soient louables, ces efforts doivent s'intensifier », a-t-il reconnu, en citant notamment la nécessité d'améliorer le partage d'informations et de mettre en œuvre des politiques nationales et des sanctions plus fortes contre les trafiquants. Sur ce dernier point, il a appelé à traduire les trafiquants de migrants devant un tribunal international afin d'envoyer un message clair à ceux qui profitent de ce trafic. Tout en affirmant qu'il n'existe pas de solution

unilatérale à ce phénomène, M. Muscat a également estimé que les pays qui portent la principale responsabilité morale de ces déplacements de masse, « de par leurs actions ou leur inaction », doivent désormais prendre des mesures décisives.

Le Premier Ministre de Malte s'est par ailleurs déclaré profondément inquiet par l'absence de progrès au Proche-Orient, où les effets du conflit entre Israël et la Palestine se font sentir jusqu'en Europe. Appelant les deux parties à se rasseoir à la table des négociations, il a apporté son soutien à toutes les initiatives internationales visant à relancer le processus de paix, y compris l'Initiative de paix arabe et l'initiative française. Plus près de son pays, M. Muscat a annoncé qu'il appuyait les « efforts constants de la Tunisie, pays voisin, sur la voie de la stabilité et de la démocratie ». Il a ainsi appelé la communauté internationale à ne pas abandonner la Tunisie en ce moment crucial de son histoire.

Dans un contexte beaucoup plus « sombre » que la Tunisie, le Premier Ministre de Malte a également réaffirmé le soutien de son pays en faveur du peuple libyen dans ses efforts visant à transformer le pays en un « État sûr, démocratique et unifié, avec un peuple réconcilié, où l'autorité de l'État et l'état de droit seraient restaurés ». À cet égard, il a également réitéré qu'il était nécessaire de soutenir l'Accord de paix libyen et le Conseil de la présidence. M. Muscat a enfin rappelé que l'un des principes directeurs de Malte en matière de politique extérieure était l'engagement du pays en faveur du dialogue euro-méditerranéen, à savoir l'idée qu'il ne peut y avoir de paix en Europe sans une paix durable en mer Méditerranée.

M. DON AGAPITO MBA MOKUY, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la Guinée équatoriale, a insisté sur le rôle essentiel que les Nations Unies doivent jouer dans un monde complexe, marqué par la pauvreté, le terrorisme, les migrations de masse, l'instabilité politique ou les crises économiques. Il a appelé à l'unité de la communauté internationale pour créer une véritable démocratie au sein des Nations Unies, protéger la planète pour le bien des générations futures et pour s'entraider en défendant les valeurs humaines, non seulement par le respect des droits de l'homme mais aussi par le respect du droit de l'humanité. À défaut, les responsables politiques actuels risquent une condamnation collective de l'Histoire, pour avoir conduit l'espèce humaine à l'autodestruction et pour avoir pollué la planète, a-t-il averti.

M. Mba Mokuy a ensuite insisté sur la nécessité de réaliser les objectifs de développement durable afin d'assurer le développement et une existence digne à chaque être humain, tout en rendant hommage à la Position commune africaine, qu'il a jugée très utile à cette fin. Il a ensuite présenté les ambitions de son pays, qui a intégré les objectifs de développement durable dans son programme « Horizon 2020 » visant à faire à cette date de la Guinée équatoriale un pays émergent. Il a en outre précisé les engagements internationaux de son pays, notamment pour financer la FAO, l'OMS et l'UNESCO et pour aider à la recherche d'un vaccin contre la malaria.

Face à la violence du monde, le Ministre s'est félicité de l'adoption de la Déclaration de New York sur les déplacements massifs de migrants et réfugiés avant de condamner ceux qui soutiennent et approvisionnent en armes les belligérants, y voyant une politique qui ne peut causer que mort et désolation et aggraver la crise des migrants et des réfugiés. Il a également demandé l'arrêt de la prolifération nucléaire et l'adoption d'une culture de paix. « Dès qu'une seule nation est en guerre, nous sommes tous en guerre », a-t-il affirmé. Le Ministre a par ailleurs annoncé que son pays, État Membre des Nations Unies depuis bientôt 48 ans, serait candidat à un poste de membre non permanent du Conseil de sécurité dans deux ans. Il a également jugé indispensable de réformer le système des Nations Unies et déploré que l'Afrique n'ait toujours pas de siège permanent au sein du Conseil de sécurité.

M. ELADIO RAMÓN LOIZAGA LEZCANO, Ministre des affaires étrangères du Paraguay, a noté la nature toujours plus complexe du monde actuel, marquée par l'apparition « dramatique » de groupes terroristes extrêmement cruels, par la persistance de la pollution et des pandémies « qui elles aussi menacent l'existence même de notre planète ». Il a ajouté qu'il était impossible de

relever seuls les défis mondiaux, en soulignant qu'il était nécessaire pour les États d'assumer ensemble une responsabilité commune pour, notamment, lutter contre la pauvreté et garantir ainsi une vie digne à toute personne. M. Lezcano a également reconnu l'importance de répondre aux besoins les plus urgents des migrants « mais, tout autant, de s'attaquer aux causes profondes qui jettent sur la route, et au péril de leur vie, des millions de personnes déplacées ». Pour lui, l'ONU doit se moderniser et être plus démocratique afin d'être plus efficace. Le rôle de l'Assemblée générale, véritable parlement du monde, a-t-il dit, doit être renforcé. À cet égard, il a souhaité que le prochain secrétaire général privilégie l'essor d'une diplomatie préventive et un fonctionnement inclusif et équilibré de l'Organisation.

Le Paraguay reste engagé en faveur du droit international et du multilatéralisme, l'unilatéralisme affectant toujours les plus faibles, a estimé le Ministre. M. Lezcano a attiré l'attention sur la contribution de son pays au maintien de la paix, les soldats paraguayens étant déployés, « souvent au péril de leur vie », dans sept missions de l'ONU. Concernant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il a assuré que le Paraguay mettait en œuvre des programmes nationaux destinés à améliorer la qualité de vie des citoyens en brisant la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Concernant les changements climatiques, il a indiqué que le Paraguay, qui dépend de l'exploitation de ses ressources naturelles, déposerait dans quelques jours ses instruments de ratification de l'Accord de Paris. Par ailleurs, il s'est réjoui de l'Accord de paix conclu récemment entre le Gouvernement de la Colombie et les FARC et qui, « pour le bien du peuple frère colombien et des pays de la région », met un terme à un conflit vieux de 52 ans.

M. RIMBINK PATO, Ministre des affaires étrangères et de l'immigration Papouasie-Nouvelle-Guinée, a déclaré que son gouvernement examinait avec celui de l'Australie les moyens de réinstaller les demandeurs d'asile, y compris ceux du Moyen-Orient et de l'Asie qui ne veulent pas rester en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le cadre de la prise en charge des réfugiés dans cette partie du monde. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est préoccupée par le fait que la communauté internationale soit incapable de contenir les guerres actuelles qui trouvent leurs origines dans l'économie, la religion, l'ethnie et d'autres causes, y compris le terrorisme. Beaucoup de ces conflits sont alimentés par la prolifération des armes, en particulier les armes de petit calibre et armes légères. C'est pourquoi, M. Pato a appelé tous les protagonistes dans les situations de conflit à déposer les armes et à recourir aux moyens de règlement pacifique des conflits. « Nous sommes aussi préoccupés par les essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée qui sont, a-t-il dit, contraires aux résolutions du Conseil de sécurité. ».

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, M. Pato a indiqué que son gouvernement avait mis en place une structure de gouvernance décentralisée et robuste qui permet aux 19 districts du pays d'être totalement financés et d'être directement impliqués dans la mise en œuvre des priorités nationales de développement dans leur zone de compétence.

La réalisation des objectifs de développement durable au niveau national dépend de la croissance et de la force de l'économie mondiale, a estimé M. Pato.

Le Gouvernement de LA Papouasie-Nouvelle-Guinée a créé un bureau national intégré des océans pour assurer la protection de ses ressources marines. M. Pato a souligné la nécessité d'assurer que les activités en haute mer ne compromettent les efforts pour conserver et utiliser durablement les ressources des océans. Il a ainsi appelé à la conclusion rapide du processus du Comité préparatoire sur les éléments du projet de texte concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones au-delà des juridictions nationales, en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

M. YUN BYUNG-SE, Ministre des affaires étrangères de la République de Corée, a rappelé qu'il y a 25 ans, son pays et la République populaire démocratique de Corée (RPDC) étaient devenus

simultanément des États Membres des Nations Unies. « À l'heure du bilan de la trajectoire de ces deux États Membres, il serait difficile d'envisager un contraste aussi marqué », a déclaré M. Yun Byung-se, en ajoutant que la République de Corée avait réalisé avec succès les trois objectifs de l'Organisation, à savoir la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme, tandis que la RPDC est devenue « tyrannique, s'est appauvrie et a de plus en plus la gâchette facile ». Le Ministre a estimé que la RPDC avait échoué en raison de la « poursuite imprudente et fanatique » de son programme nucléaire. Il a rappelé que Pyongyang a effectué à ce jour cinq essais nucléaires au mépris des résolutions du Conseil de sécurité. « Le dernier essai nucléaire en date était le plus fort d'entre tous », s'est inquiété M. Yun Byung-se, pour qui le programme nucléaire de la RPDC a atteint un point critique.

M. Yun Byung-se a aussi rappelé que la RPDC avait procédé à 22 tirs de missiles balistiques cette année seulement, soit un tir tous les 10 jours. Pour lui, ces différents tirs de missiles et essais nucléaires témoignent du fait que la RPDC a atteint le stade final de sa course à l'armement. « Chose plus inquiétante encore, la RPDC n'a pas seulement développé sa capacité nucléaire et de missiles, mais elle a également menacé de s'en servir », a-t-il souligné, en ajoutant que la République de Corée n'avait plus d'autre choix que celui de prendre les mesures défensives qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Au regard de ces différents éléments, le Ministre a appelé le Conseil de sécurité, dont l'autorité a, selon lui, été « bafouée » par la RPDC « comme jamais auparavant dans l'histoire de l'ONU », à prendre des mesures de sanctions « plus strictes et plus complètes ».

Par ailleurs, M. Yun Byung-Se a mis l'accent sur l'ampleur des violations des droits de l'homme perpétrées par la RPDC contre son propre peuple, en appelant la communauté internationale à ne plus tolérer une telle impunité. « Il est de notre responsabilité commune de protéger le peuple de la Corée du Nord quand son propre régime refuse avec mépris de le faire », a-t-il insisté. Le Ministre a également exhorté la communauté internationale à se livrer à un examen plus approfondi des droits de l'homme des travailleurs ressortissants de la RPDC vivant à l'étranger.

Droits de réponse

Le représentant de la République islamique d'Iran a déclaré que le représentant d'Israël avait essayé de tromper le monde en se limitant à parler de questions périphériques et non de l'occupation des terres palestiniennes. Tant que l'occupation persiste, le peuple palestinien continuera de lutter contre l'occupant. Le représentant d'Israël a détourné les yeux du monde de la menace que pose son propre arsenal nucléaire. Ses accusations sont sans fondement, a-t-il dit, faisant remarquer qu'un terroriste de Daech avait été récemment soigné dans un hôpital militaire israélien. Personne au monde, a-t-il assuré, ne prendra au sérieux les allégations d'Israël concernant le programme nucléaire de l'Iran. Par ailleurs, le représentant de l'Iran a réaffirmé la souveraineté de son pays sur les trois îles Abou Moussa, la Petite Tomb et la Grande Tomb dans le Golfe persique, en assurant que le Gouvernement iranien était disposé à engager des discussions avec les Émirats arabes unis pour clarifier tout malentendu.

Exerçant à son tour son droit de réponse, le représentant du Brésil a brièvement répondu à Cuba en expliquant qu'il était préférable d'œuvrer à la coexistence pacifique avec des pays ayant une sensibilité politique différente au plan régional que de créer des différends avec eux. Il a ainsi appelé au respect mutuel et à la recherche d'accords interétatiques sur des objectifs fondamentaux, « qu'ils soient économiques ou relatifs aux droits de l'homme ».

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.